L'architecture en Algérie
de 1830 à nos jours

Soraya Bertaud du Chazaud
Vincent Bertaud du Chazaud

EDITIONS
LE MONITEUR

Sommaire

Remerciements 7

Avertissement 9

Avant-propos 11

Introduction 15

PARTIE 1 **L'architecture avant l'indépendance, de 1830 à 1962** 19

CHAPITRE 1 Les débuts de la colonisation et le modèle métropolitain (décennies 1830-1860) : exportation des certitudes de la civilisation occidentale 21

CHAPITRE 2 L'orientalisme et l'ère Jonnart (décennies 1870-1910) : l'Algérie théâtre d'un orientalisme en vogue 57

CHAPITRE 3 L'Art déco, influence de Perret et plan Obus de Le Corbusier (décennies 1920-1940) : ouverture de vastes champs d'expérience aux novateurs 85

CHAPITRE 4 Apports interactifs du mouvement moderne et de la Méditerranée (décennies 1950-1960) : enrichissement mutuel des cultures dans un climat de violence 143

PARTIE 2 **L'architecture après l'indépendance, de 1962 à aujourd'hui** 209

CHAPITRE 5 Les architectes de la transition : rester ou venir pour édifier l'Algérie nouvelle 211

CHAPITRE 6 Les premiers architectes algériens après l'indépendance : à la recherche d'une identité 231

CHAPITRE 7 Les grands programmes de l'État socialiste : éduquer la jeunesse et loger les masses laborieuses 239

CHAPITRE 8 Les architectes « stars » : un débat manqué sur la construction d'une identité algérienne 265

CHAPITRE 9 **Agences publiques d'architecture et d'urbanisme, coopération : une mainmise de l'État sur l'architecture** 275

CHAPITRE 10 **L'architecture aujourd'hui : désillusion et renouveau, héritage et usage** 289

Épilogue 339

Notices biographiques des architectes et ingénieurs 340

Chronologie 369

Bibliographie 374

Index des architectes et des ingénieurs 381

Index des personnes 385

Index des lieux et des monuments 388

Crédits iconographiques 393

Table des matières 395

Introduction

Lorsque les troupes françaises sous le commandement du général de Bourmont débarquèrent le 14 juin 1830 à Sidi-Ferruch, à une vingtaine de kilomètres à l'ouest d'Alger, il s'agissait autant d'en finir avec la piraterie barbaresque en Méditerranée que de contrer les avancées coloniales et stratégiques des Britanniques dans cette région du monde, ceux-ci ayant déjà nombre d'États arabes sous leur protection et contrôlant les entrées et sorties entre la Méditerranée et l'Atlantique depuis 1704, date de l'occupation anglaise du promontoire de Gibraltar. Cette course à la possession de colonies, proches ou lointaines, remontait au XVI^{e} siècle, depuis les expéditions maritimes lancées par les royaumes espagnols, portugais, français et anglais.

La « Course » depuis les côtes algériennes, si l'on considère que les équipages sont davantage ceux de corsaires que de pirates, était en déclin depuis le XVIII^{e} siècle, d'abord parce que les bateaux corsaires devaient faire face à des bateaux plus rapides, mieux armés et mieux défendus, ensuite à cause de l'affaiblissement de la société ottomane algéroise en même temps que celui de la Sublime Porte d'Istanbul. L'écroulement de l'Empire ottoman ne fut pas sans répercussion sur ses vassaux, depuis l'Égypte jusqu'aux confins du Maghreb. Les grands comptoirs de la côte africaine méditerranéenne devinrent alors vulnérables ; leurs richesses tirées de la piraterie ou de la « Course » se raréfièrent ; leurs liens politiques et militaires avec Constantinople s'étiolèrent ; enfin les systèmes défensifs des médinas devinrent obsolètes face aux technologies militaires modernes, alors qu'Alger était naguère le port le mieux défendu de toute la Méditerranée, davantage encore que Gênes ou Toulon.

Depuis le XVI^{e} siècle, à partir de l'établissement des Turcs au Maghreb, Espagnols, Anglais et Français tentaient de mettre fin à la « Course » en prenant possession des villes portuaires ou en les mettant sous surveillance. Depuis la « Reconquista » espagnole, les Arabes installés sur la côte africaine harcelaient les navires voguant sur la Méditerranée. Décidé à dissuader ces corsaires d'opérer, Ferdinand le Catholique envoya en 1505 une armada pour s'emparer d'Oran et y établir un fort avec une importante garnison, puis de Béjaïa en 1510.

À cette même époque, Alger céda aux Espagnols un îlot, le Peñon, qui y installèrent également une garnison pour surveiller le port. Celui-ci fut bientôt repris par Mohammed Khaïr-Eddine, dit Barberousse, qui relia par un môle cet îlot à la terre ferme, formant ainsi un port abrité pour les bateaux. Dans le même temps, Alger, s'étant débarrassée de la menace espagnole, se reconnut comme royaume vassal de la Sublime Porte ; un important contingent de janissaires et de volontaires turcs venus de Constantinople constitua une redoutable milice. Le pouvoir se partageait alors entre le pacha, nommé par le sultan de Constantinople, le diwan, conseil de janissaires, et les patrons des corsaires venus de toutes les rives de la Méditerranée, dont l'activité enrichissait considérablement la ville. Puis Alger, dont l'histoire se confond avec celle de l'Algérie côtière, sous autorité tour à tour militaire avec les janissaires ou économique avec les corsaires, se détacha de l'emprise ottomane. À partir de 1671, elle confia seule le pouvoir à un dey nommé à vie. D'abord logés dans un palais situé dans la médina, au milieu du XIX^{e} siècle le dey et sa suite, craignant les révoltes populaires, se transportèrent dans la Casbah, un palais fortifié situé sur les hauteurs de la ville.

Les produits de la « Course » étaient non seulement matériels mais aussi humains. Aux XVII^e^ et XVIII^e^ siècles, des architectes français se rendant à Rome par bateau au départ de Toulon ou de Marseille furent capturés par les pirates d'Alger. Ce fut le cas d'Antoine Desgodets et d'Augustin-Charles d'Aviler, élève de Jules Hardouin-Mansart, envoyés à Rome par Colbert et capturés ensemble sur la Méditerranée en 1674. Ils restèrent dix-huit mois à Alger, où, en attente de recevoir leur rançon réglée grâce à l'intervention de Colbert, leurs compétences furent utilisées. Le nombre de captifs, important au XVII^e^ siècle (35 000), déclina jusqu'au milieu du XIX^e^ siècle. Environ 1 200 prisonniers furent ainsi libérés après le bombardement d'Alger par Lord Exmouth en 1816.

Du début du XVI^e^ siècle jusqu'au milieu du XIX^e^, une succession de trêves et de regains de violence sur la Méditerranée ponctua les relations entre les régences d'Alger et de Tunis d'une part, et les royaumes et empires européens d'autre part. Plusieurs expéditions punitives contre la Course furent tentées pendant trois siècles. En 1541, Charles Quint tenta de s'emparer d'Alger, mais cette expédition essuya une tempête et tourna au désastre. Les débarquements espagnols de 1567 et de 1760 s'avérèrent infructueux. De leur côté, des escadres anglaises canonnèrent la ville en 1622, en 1655 puis en 1672, sans effet notable. En 1682 puis en 1683, sous Louis XIV, Abraham Duquesnes, lieutenant général des armées navales, fut envoyé avec sa flotte par Colbert devant Alger pour bombarder la ville, mais à part la libération de quelques captifs cette expédition fut sans résultat probant. Plus sévères furent les pertes infligées par l'amiral d'Estrées en 1688.

Devant ces échecs ou intimidations sans effet, les activités de piraterie prospérèrent aux XVI^e^ et XVII^e^ siècles, pour décliner au siècle suivant avec l'amélioration des flottes européennes. Les guerres napoléoniennes détournèrent l'attention des Européens de la Méditerranée, mais le pillage des navires reprit, notamment sur les bateaux américains qui commerçaient en Méditerranée. Les États-Unis décidèrent alors d'attaquer les États du Maghreb entre 1801 et 1805 ; ainsi débuta la première guerre barbaresque ou guerre de Tripoli. Ils menèrent en 1815 la seconde guerre barbaresque contre Alger, contraignant le dey Mustapha Khaznadji à la signature d'un traité.

Le 27 août 1816, alors que les guerres napoléoniennes avaient pris fin, une flotte anglo-néerlandaise conduite par l'amiral britannique Lord Exmouth infligea à Alger un bombardement massif et destructeur, comme vu précédemment. Ce bombardement contraignit le dey d'Alger Omar Agha à libérer plus d'un millier d'esclaves et à signer un traité. Les engagements pris ne furent pas tenus et la piraterie reprit, problème évoqué lors du Congrès d'Aix-la-Chapelle en 1818.

La France et l'Angleterre, les deux puissances mondiales de l'époque, alternèrent démonstrations tantôt pacifiques et diplomatiques, tantôt belliqueuses et expansionnistes. Le débarquement des troupes françaises le 14 juin 1830 intervint dans ce contexte. Sans entrer dans le détail de cette expédition militaire, elle fut décidée par Charles X et son gouvernement le 31 janvier 1830, puis approuvée par la Chambre le 3 mai. L'Angleterre craignait que cette expédition ne conduise les Français à s'établir sur le littoral africain et entrave la suprématie anglaise contrôlant l'entrée en Méditerranée depuis le détroit de Gibraltar. Accueillie dans l'indifférence par le peuple français, le député Alexandre de Laborde, dans un écrit de juillet 1830 « Au roi et aux chambres, sur la question d'Alger », décrivait cette expédition comme « injuste dans ses origines, imprudente dans sa précipitation, coupable et criminelle dans son exécution ». L'avenir lui donna raison…

Avant 1830, l'Algérie avait vu plusieurs envahisseurs fouler son sol, chacun imprimant la marque de sa civilisation. La région du Tassili-Hoggar recèle d'importants gisements préhistoriques : peintures rupestres, outils, armes. Les Berbères se mirent à l'abri dans les montagnes de Kabylie, tandis que les Romains installèrent des colonies prospères : Tipasa sur la côte, Timgad ou Djemila sur les plateaux où poussait le blé. Les Phéniciens établirent des comptoirs sur la côte, puis les Arabes venus des califats du Moyen-Orient colonisèrent le territoire, allant au-delà de la Méditerranée et créant en Espagne une civilisation raffinée et prospère jusqu'à la chute de Grenade en 1492 et le repli de la population arabo-andalouse vers le Maghreb. D'autres Arabes, se coupant de l'islam officiel, les Kharedjites, franchirent les hauts plateaux de l'Atlas et fondèrent en limite du désert une communauté singulière dans le M'Zab, mi-rurale mi-urbaine. De son côté, l'Empire ottoman étendit son hégémonie jusque sur les côtes d'Afrique du Nord, y implantant des comptoirs commerciaux, les médinas, protégées par des citadelles fortifiées, les casbahs ; celle d'Alger laissa son nom à l'ensemble de la cité. Face aux royaumes et empires européens, Espagne, France, Venise, Gênes, ces cités exercèrent la piraterie sur l'intense trafic maritime méditerranéen, provoquant quelques incursions belliqueuses, notamment espagnoles à Oran en 1505, comme déjà mentionné, qui laissèrent des traces bâties, des tentatives de blocus ou des bombardements navals, comme celui de l'Angleterre en 1806. L'expédition de la France en 1830 et son débarquement près d'Alger, préludes à sa présence durant 130 années, ajoutèrent à « l'époque moderne » une strate à cet « empilement » de civilisations qui ont forgé l'identité du peuple algérien et ont modelé les paysages.

Au moins trois histoires de l'architecture en Algérie pourraient être écrites : celle d'avant 1830, elle-même composée de plusieurs histoires, qui court de la préhistoire à l'époque ottomane, puis celle d'avant 1962, que sont les plus de 130 années d'occupation coloniale française, enfin celle d'après 1962 jusqu'à aujourd'hui, enrichie des expériences des histoires précédentes et confrontée aux problèmes actuels démographiques, économiques, culturels, écologiques, etc. C'est dire combien la tâche est complexe mais exaltante aujourd'hui pour les historiens et architectes algériens, comme pour ceux des pays limitrophes, Tunisie et Maroc.

C'est au patrimoine architectural de cette époque moderne et contemporaine, soit de 1830 à nos jours, que nous avons consacré notre étude.

La première période, celle de la colonisation française (1830-1962), est étudiée sous l'angle de la dépossession, puis de l'appropriation et enfin de l'expérimentation. Durant cette période, les architectures collent aux différents courants de la métropole, haussmannien, Art nouveau, Art déco, mouvement moderne, mais se réfèrent également aux civilisations d'avant la conquête. « Le territoire de l'Algérie a été un laboratoire majeur pour la France (…) Que l'on se penche sur l'agriculture, la botanique, l'urbanisme, l'architecture, la législation, le tourisme, les arts, la littérature, le cinéma, la photographie, l'archéologie romaine et chrétienne, la cartographie, le folklore, l'imagerie, l'administration, la fiscalité, les lois d'exception (…) on observe que l'Algérie n'a eu de cesse d'être le lieu expérimental qui permettra d'innover dans tous ces domaines (…). Rarement un territoire colonial aura été si matriciel »[1] écrivirent Zahia Rahmani et Jean-Yves Sarrazin dans leur ouvrage *Made in Algeria, généalogie d'un territoire*.

(1) RAHMANI Zahia et SARRAZIN Jean-Yves, *Made in Algeria, généalogie d'un territoire,* éditions Hazan, Paris, 2016.

La seconde période (1962-2000) est celle de l'émancipation, de la réappropriation, de la maturation et enfin de la maturité. L'enthousiasme révolutionnaire socialiste a été supplanté par une crise identitaire grave dans les années 1990 ; aujourd'hui la société algérienne tente de se reconstruire après les traumatismes subis, ceux de la guerre de libération et ceux de la guerre civile.

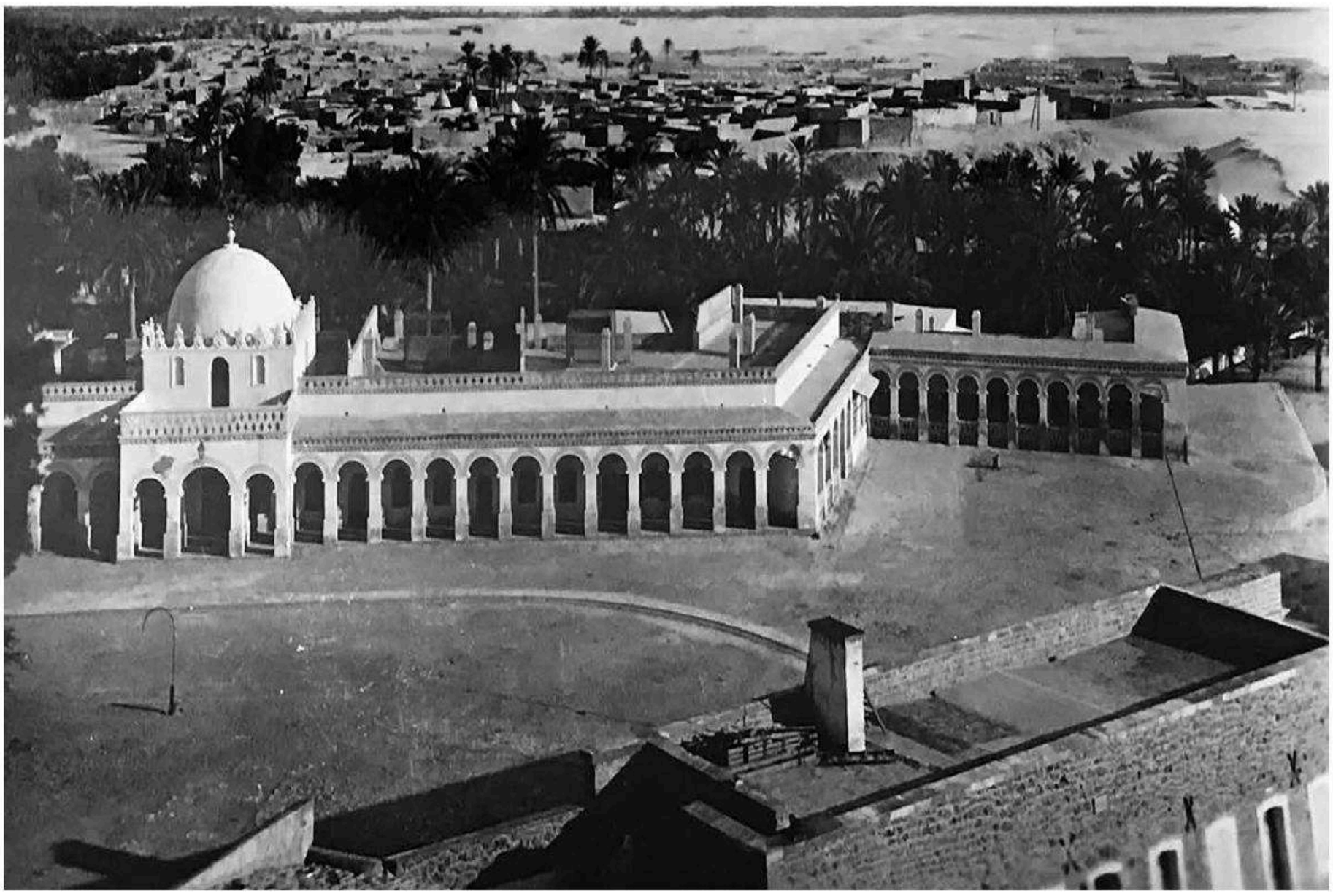


Photo 1-1. Le bureau des affaires arabes à Ouargla

Bugeaud, le « soldat-laboureur », qui avait pour devise « *Ense et aratro* » (par l'épée et par le glaive), songea à une colonisation militaire et collectiviste. Ses soldats-colons « mariés au tambour » ne tinrent pas longtemps sous ce régime. De son côté, Guyot, directeur de l'Intérieur et de la Colonisation en Algérie, organisa une colonisation civile rurale dirigée par l'État, fondée sur la cession gratuite de lots individuels de terres cultivables prises aux confréries religieuses et aux Algériens exilés, ainsi que des systèmes injustes d'expropriations. Cette politique coloniale appuyée par l'armée pour la création de routes, le défrichement, la construction et la sécurité des villages, connut un premier succès : 35 centres furent créés entre 1842 et 1845, 46 000 colons arrivèrent en 1845. Au départ de Bugeaud en 1847, la population européenne comptait près de 110 000 colons, dont 47 000 Français et 15 000 colons ruraux.

La révolution de 1848 permit aux colons d'espérer la fin du régime militaire régnant alors en Algérie pour le remplacer par une politique d'assimilation, au sens où ceux-ci l'entendaient. Un quiproquo régnait en effet sur la façon de mener cette politique d'assimilation. Les colons y voyaient un rattachement durable de l'Algérie à la France, en en faisant une province régie sous la même organisation administrative que la métropole, avec des communes et des départements, des élus siégeant à la Chambre des députés. En France, l'assimilation était plutôt perçue, pour les Saint-Simoniens notamment, comme une façon d'encourager la population arabe à accéder à ce qui était perçu comme un bienfait de la civilisation occidentale, dans un idéal humaniste et universaliste. C'est cette dernière tendance qu'encouragea le Second Empire, notamment après la venue de Napoléon III à Alger en mai 1865.



Photo 1-2. L'opéra d'Alger (aujourd'hui théâtre), arch. Ch. Chassériau et J. Ponsard

Le boulevard de l'Impératrice à Alger : d'une fortification militaire à l'expansion urbaine civile

La vue depuis la mer en arrivant par bateau présente une rangée d'arcades hautes, celles soutenant le boulevard de l'Impératrice faisant comme un collier de perles sur la haute Casbah, puis juste au-dessus de cette première rangée haute et large, au niveau du boulevard lui-même, les immeubles forment une ligne continue de plus petites arcades mettant à l'abri du soleil ou de la pluie les piétons, comme les arcades des immeubles de la rue de Rivoli à Paris (photo 1-3).

Après l'échec du boulevard du Centaure en 1845, projet de grande voie en terrasse plantée descendant vers la mer, qui fut repris dans les années 1930 avec le Forum et le boulevard Laferrière, Chassériau réalise avec succès le boulevard de l'Impératrice (puis de la République et actuellement Che Guevara), dont la première pierre est posée par l'empereur en 1860. Ce long rempart formant un front de mer est bordé d'immeubles prestigieux coupant la ville neuve de cette seconde moitié du XIX^{e} siècle de son quartier portuaire en contrebas. Comme le fait remarquer Jean-Jacques Deluz : « L'ordonnance des soutènements du front de mer (…) tout en constituant l'une des beautés d'Alger, condamne la ville, au nom de l'image défensive impulsée par les militaires, à être définitivement coupée de son port »(11). Le chantier vers l'est fut terminé en 1869, tandis que celui vers l'ouest s'acheva en 1874. Le boulevard de l'Impératrice fut critiqué par le génie pour le coût important de sa réalisation, financée pourtant en partie par des sociétés anglaises, d'où le nom qui lui est

(11) DELUZ Jean-Jacques, *L'urbanisme et l'architecture d'Alger, aperçu critique*, éditions Mardaga/Office des publications universitaires, Bruxelles/Alger, 1998, p. 13.



Photo 1-3. Le port, le front de mer et le boulevard de l'Impératrice à Alger, arch. Ch. Chassériau et génie militaire

parfois donné de « quai des Anglais », terme utilisé par Le Corbusier. Malgré son évident caractère militaire de fortification et la surveillance du chantier par le génie afin d'assurer sa solidité, le département de la Guerre refusa de participer à son financement et la ville signa pour sa réalisation une convention avec la société anglaise Morton Peto, spécialisée dans les chantiers de chemins de fer(12).

Cette construction est importante, tant par sa taille, avec deux kilomètres de structures voûtées et son utilisation mixte de commerces, entrepôts, logements, voirie, que par l'image qu'elle offre de la ville en arrivant par la mer. Le Corbusier put y prendre appui pour son projet de plan « Obus » avec son long ruban de viaduc habité surmonté d'une circulation automobile.

Dans le projet « A », projet Obus de 1931 intitulé « 1931-1934, Alger capitale de l'Afrique du Nord », publié sur une double page (p. 226-227) de la revue *L'Architecture d'Aujourd'hui* de 1935, Le Corbusier trace une magnifique courbe parallèle à celle de la baie d'Alger. Partant d'Hussein-Dey, un pont-viaduc de logements culmine à la cote 100, pour aboutir jusqu'à Saint-Eugène. En haut de la Casbah, à Fort-l'Empereur, il imagine 220 000 logements dans un groupe d'immeubles culminant à la cote 150, aux formes serpentines. En contrebas, dans le quartier de la Marine, près de la tour de la cité des affaires, Le Corbusier indique pour les arcades de Chassériau : « Le quai des Anglais respecté ». Un grand nombre de dessins et croquis de Le Corbusier sur Alger insistent sur cette horizontale scandée par des arcades et surmontée par la pyramide formée par les maisons cubiques de la Casbah. Les arches paraboliques dessinées sous le pont-viaduc de logements longeant la baie ne sont qu'une reprise, à

(12) « Alger, Méditerranée, soleil et modernité », MALVERTI Xavier, dans *Architectures françaises Outre-mer*, CULOT Maurice et THIVENAUD Jean-Marie (dir.), éditions Pierre Mardaga, Liège, 1992, p. 32.

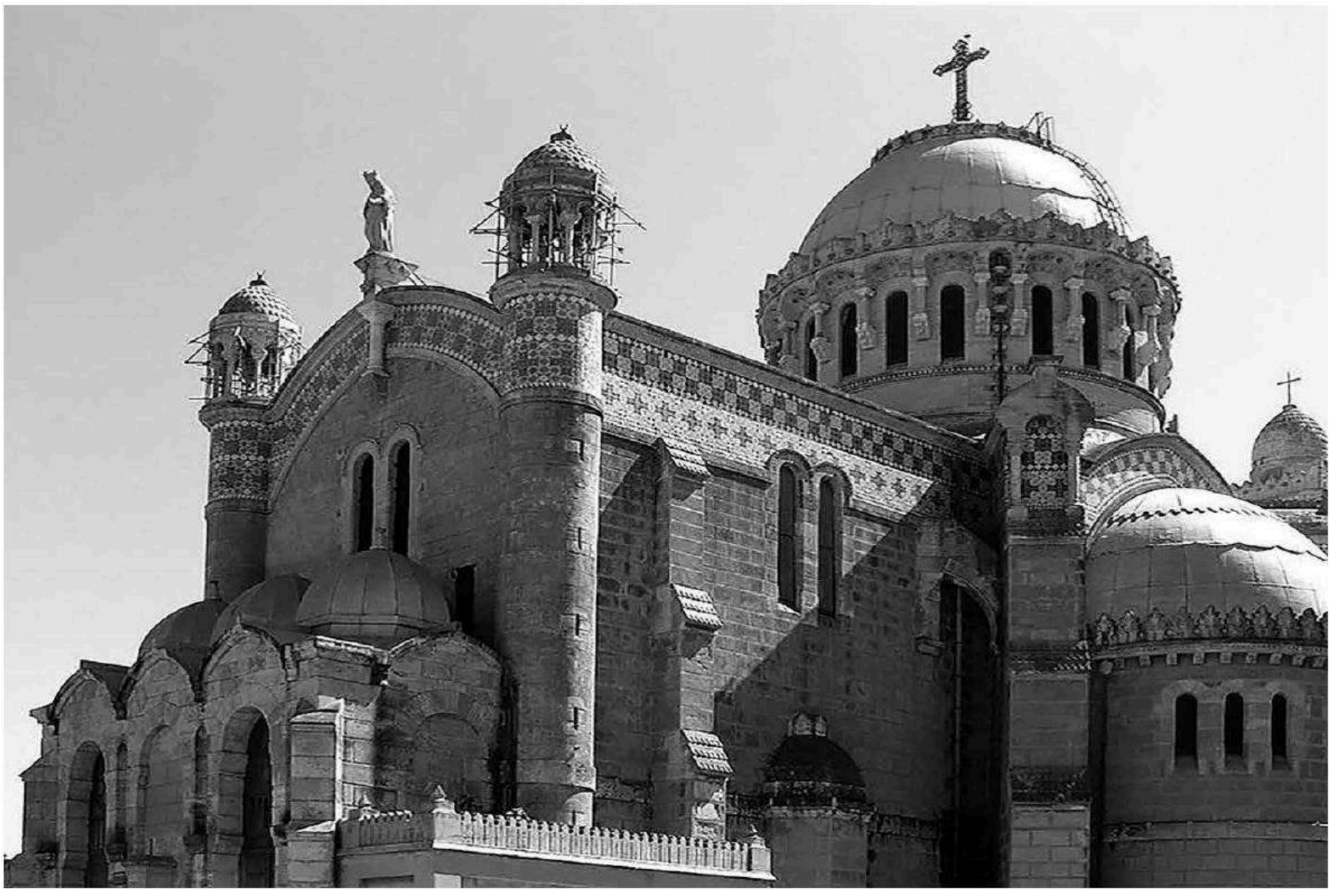


Photo 1-4. La basilique Notre-Dame-d'Afrique à Alger, arch. A. Ballu

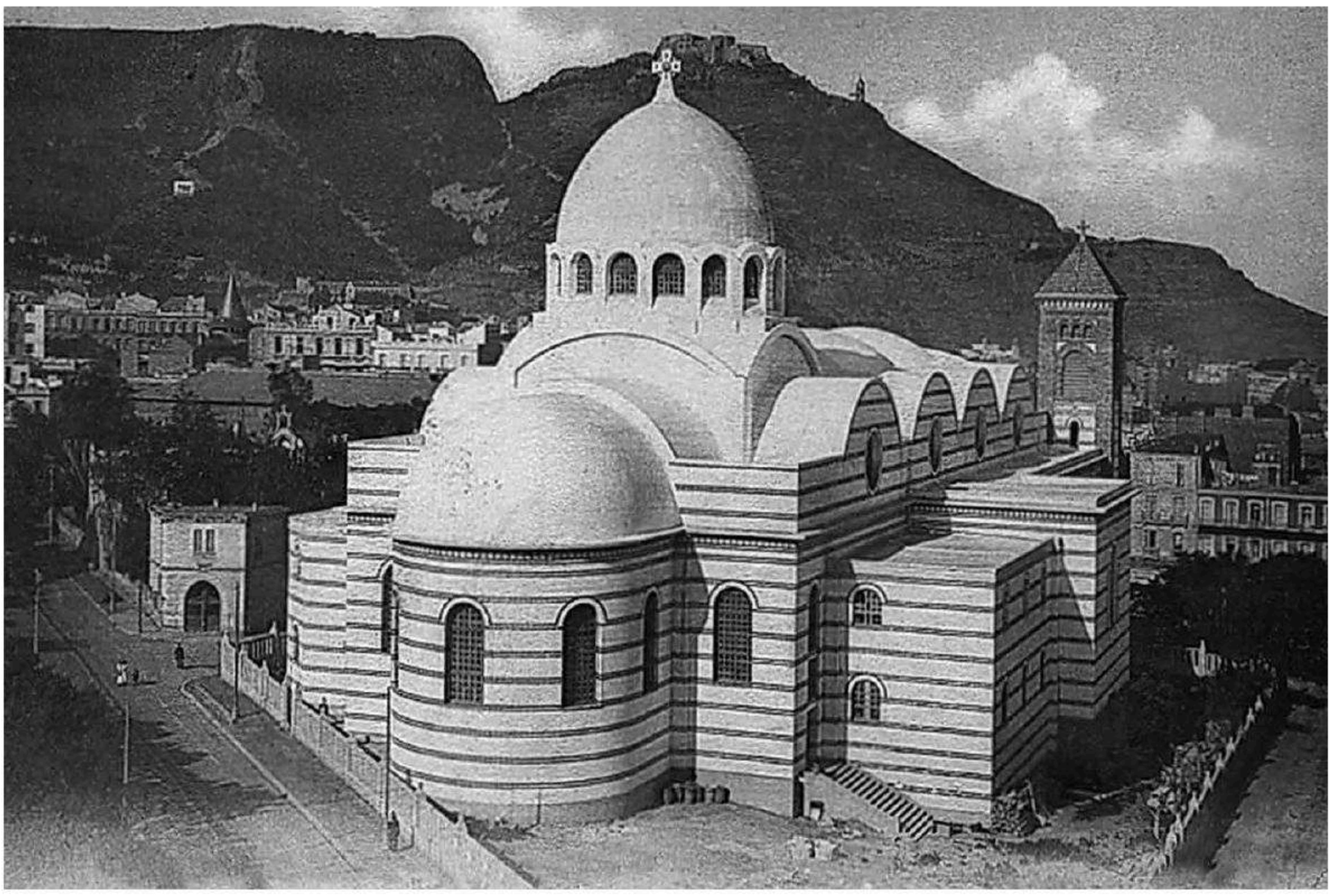


Photo 1-5. La cathédrale du Sacré-Cœur d'Oran, arch. A. Ballu, ent. Perret

La nouvelle cathédrale du Sacré-Cœur d'Oran est dessinée par Ballu dans le style romano-byzantin, à la mode pour beaucoup d'édifices religieux de cette époque, qu'ils soient neufs comme le Sacré-Cœur de Montmartre à Paris ou rénovés comme la cathédrale Saint-Front de Périgueux (deux œuvres de l'architecte Paul Abadie). La construction se distingue par son porche d'entrée monumental, auquel on accède par un imposant escalier. L'arc en plein cintre en façade est richement décoré de céramiques. À l'intérieur, le plafond est couvert de files de coupoles ; celle à la croisée du transept, plus haute, est percée d'ouvertures apportant de la lumière au chœur. Les vitraux colorés figurent la vie des saints ainsi que la flore algérienne : vignes, palmiers, figuiers.

Aujourd'hui, la cathédrale d'Oran est devenue une bibliothèque régionale, avec une médiathèque en sous-sol.

Ce style romano-byzantin utilisé pour des édifices religieux prestigieux et importants comme les cathédrales, impliquant une riche décoration de mosaïques et de peintures, est atténué dans les petites villes, où les églises empruntent leur style au néo-roman, comme pour l'église de la petite ville de Saint-Denis-du-Sig en Oranie, que l'ingénieur Gilbert Viala de Sorbier construisit en 1860.

La basilique Saint-Augustin-d'Hippone à Bône

La basilique Saint-Augustin-d'Hippone à Bône (photo 1-6) fut voulue par Antoine-Adolphe Dupuch, premier évêque d'Alger et grand promoteur d'édifices religieux sur tout le territoire algérien, au point de faire d'importantes dettes qui l'obligèrent à quitter l'Algérie pour échapper à ses créanciers. L'abbé Joseph Pougnet[25] en fut l'architecte. Il la réalisa dans un mélange de styles roman, byzantin et hispano-mauresque, dans cette période où l'éclectisme était à la mode. La pose de la première pierre eut lieu le 9 octobre 1881 en présence de Pougnet et fut accompagnée d'une cérémonie présidée par Mgr Lavigerie. La basilique fut consacrée le 29 mars 1900.

Pougnet fut également architecte de l'église et du cloître de la mission des pères blancs à Maison-Carrée à Alger (1873-1874), un édifice simple, sans décoration, avec deux ailes en avant enserrant un jardin et une galerie autour qui donne accès à l'église, elle-même surmontée d'un campanile et terminée par un sanctuaire en hémicycle orné de peintures symboliques. Pour la Tunisie, il dessina la cathédrale Saint-Louis de Carthage.

La synagogue d'Alger et autres synagogues

« L'évolution des synagogues algériennes au XIX^e^ siècle nous renseigne sur celle de la place des juifs dans la société de cette région du Maghreb : désormais tolérés, les juifs ne sont cependant pas intégrés à la société coloniale » écrit l'historienne Valérie Assan[26]. Depuis

(25) L'abbé Joseph Pougnet (1829-1892), originaire d'Avignon, fut l'architecte de nombreux édifices religieux dans le Sud-Est de la France durant la seconde moitié du XIX^e^ siècle : l'église Saint-Vincent-de-Paul-Les-Réformés à Marseille, l'église abbatiale Saint-Michel-de-Frigolet, l'église de Rians et la chapelle Notre-Dame-de-Beauregard à Orgon, etc. Il était apprécié par Mgr Lavigerie, archevêque d'Alger, qui lui confia d'importants projets en Algérie, comme ceux de la basilique de Bône et de la mission des pères blancs à Alger.

(26) ASSAN Valérie, « Les synagogues dans l'Algérie coloniale du XIX^e^ siècle », in *Archives juives 2004/1 (volume 37)*, p. 70-85.

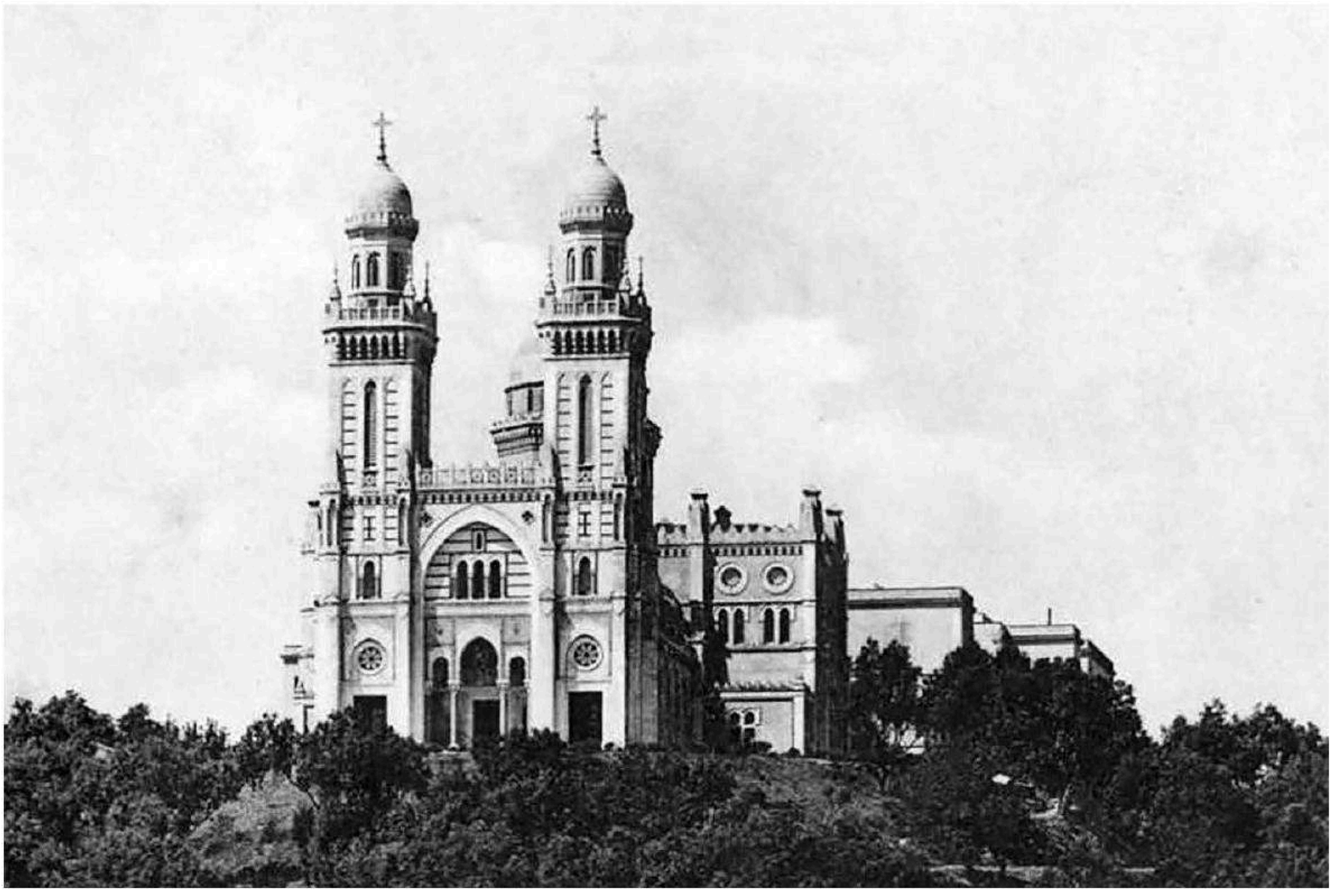


Photo 1-6. La basilique Saint-Augustin-d'Hippone de Bône (Annaba), arch. J. Pougnet

la présence française en 1830 et jusqu'au décret Crémieux du 24 octobre 1870 les faisant citoyens français, les juifs d'Algérie s'intègrent progressivement dans la société coloniale et finissent par acquérir les mêmes droits que les colons français, dont celui de construire de monumentaux édifices religieux dans des lieux bien en vue, ou de transformer et agrandir d'anciennes synagogues, leur conférant de fait un caractère officiel qu'elles n'avaient pas jusqu'alors. Souvent très hautes, avec un décor en façade raffiné, les nouvelles synagogues s'affranchissent des contraintes de modestie imposées aux édifices religieux juifs en terre d'islam. En effet, celles-ci ne devaient jamais être plus hautes que les maisons arabes, selon la dhimma, statut juridique imposé aux « gens du Livre », chrétiens ou juifs, à l'époque ottomane. La situation n'est pourtant pas homogène et la Grande Synagogue d'Oran, une des plus imposantes d'Afrique du Nord, dont le chantier démarre en 1879, ne doit pas cacher les difficultés qu'eurent à surmonter pour édifier leurs lieux de culte les trois consistoires juifs d'Alger, d'Oran, et de Constantine institués par décret du 9 novembre 1845, face à des maires ou fonctionnaires antisémites, et plus encore après 1890 quand les thèses antijuives d'Édouard Drumont se répandirent dans la communauté coloniale.

En 1898, des émeutes antisémites ont lieu à Alger et l'un des agitateurs, Max Régis, convainc Drumont de se présenter aux élections législatives. Drumont, élu député d'Alger de 1898 à 1902, constitue un « groupe antisémite » à la Chambre, s'oppose à la révision du procès Dreyfus en 1897 et 1898, et réclame en 1899 l'abrogation du décret Crémieux de 1870.

Peu après la prise d'Alger, les réaménagements opérés par le génie militaire dans la basse Casbah entraînèrent la destruction d'une partie de la rue Sainte, un quartier juif où se trouvaient presque toutes les synagogues. En compensation, le gouvernement général promet dès 1839 de participer à l'édification d'une Grande Synagogue, et le ministère de la Guerre impose que

sont dessinés selon un plan en damier, à l'exemple de celui de Boufarik(28) ou de Rio Salado (El-Malah) en Oranie (photo 1-8).



Photo 1-8. Village de Rio Salado (El-Malah) en Oranie

La révolution de 1848 met fin à la monarchie de Juillet mais la Deuxième République qui lui succède, de courte durée (1848-1852), ainsi que le Second Empire (1852-1870) à la suite du coup d'état de Louis-Napoléon Bonaparte, soutiennent ardemment le projet colonial, avec une nuance pour Napoléon III et son projet de « royaume arabe » d'Alger à Bagdad. À Paris et en province sont placardés des « avis aux ouvriers », incitant le prolétariat insurgé à se jeter dans cette « ruée vers le Sud ». Une véritable colonisation de peuplement se met en place(29). Une affiche datée du 20 septembre 1848 assure que l'Assemblée nationale a rendu un décret autorisant l'établissement de « colonies agricoles en Algérie ». Une autre affiche

(28) Cours d'histoire et de politique de l'habitat en Algérie, Najet Mouaziz-Bouchentouf, architecte MCB, 2017-2018, département d'architecture, FAGC/USTOMB.

(29) Voir « Made in Algeria, généalogie d'un territoire », exposition au Mucem du 20 janvier au 2 mai 2016.

Premières manifestations orientalistes avec les synagogues et les médersas

Synagogues

Le décret Crémieux du 24 octobre 1870 naturalise Français les juifs d'Algérie, ce qui leur permet de donner à leurs nouveaux lieux de culte une vue et une importance qu'ils ne pouvaient avoir sous la domination ottomane.

À Oran, la première pierre de la Grande Synagogue (photo 2-1), appelée également Grand Temple, fut posée le 11 mai 1879 par le président du consistoire israélite d'Oran Simon Kanoui, à l'initiative de sa construction. Le choix de son emplacement, sur l'ancien boulevard Joffre, aujourd'hui Maâta Mohamed El Habib, est pris en séance du conseil municipal du 28 septembre 1867, mais la construction est retardée en raison de difficultés financières. Il fallut 38 années avant que le bâtiment ne soit réceptionné et inauguré le 12 mai 1918 par le grand rabbin Moïse Weil.

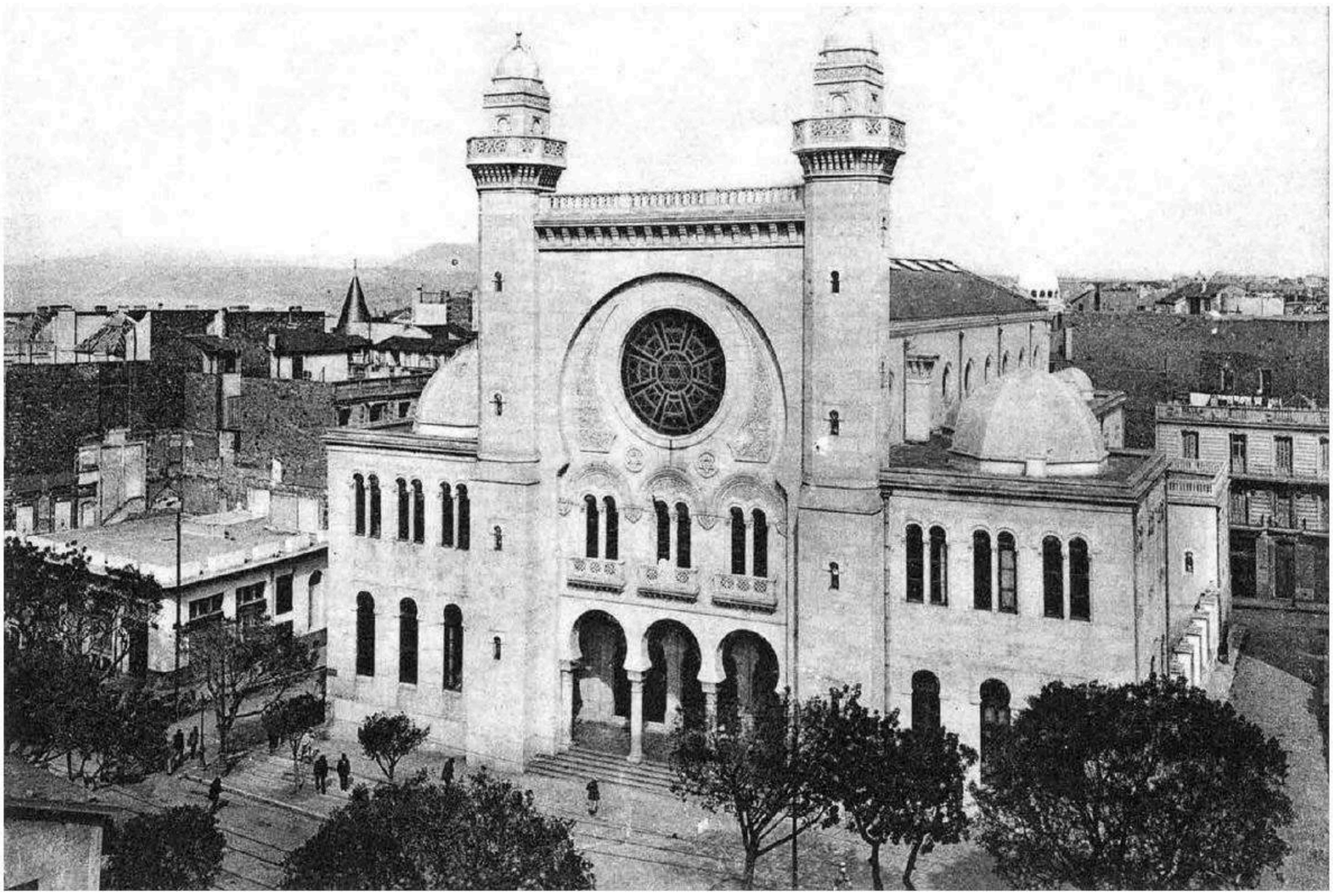


Photo 2-1. La synagogue d'Oran, arch. A. Dagne

Bâtiment prestigieux et imposant, cette synagogue, œuvre de l'architecte Auguste Dagne, élève d'Eugène Viollet-le-Duc, fut l'une des plus grandes d'Afrique du Nord. Sa façade plate, flanquée de deux hautes tours de 20 mètres simulant une Torah, adopte un style éclectique mêlant les styles roman et orientaliste, avec une série d'arcs outrepassés, le plus important encadrant une grande rosace, trois autres à rez-de-chaussée ferment le porche d'entrée, tandis que les ouvertures intermédiaires sont des arcs pleins cintres géminés. Au temple sont adossés deux bâtiments carrés sur deux niveaux, couverts chacun d'une petite coupole. Avec sa façade élancée, l'édifice s'affranchit des contraintes de hauteur imposées

aux synagogues en terre d'islam. À l'intérieur, la chaire adopte également le style oriental. Sa capacité à rez-de-chaussée est de 900 sièges. En 1952, après d'importants travaux de rénovation, elle retrouve son austère grandeur et est rendue au culte.

Après l'indépendance, elle demeure synagogue jusqu'à sa confiscation par l'État en 1972, qui la donne au culte musulman. Elle prend alors le nom de mosquée Abdellah-Ben-Salam, du nom d'un juif médinois converti à l'islam.

Beaucoup de synagogues adoptent un style d'architecture orientaliste, parfois jusque dans leur décor intérieur, comme la synagogue de Sétif, ce qui incite l'historien d'art Dominique Jarrassé(12) à faire l'hypothèse que le choix de cette architecture traduirait la volonté de rabaisser la communauté juive en la maintenant du côté des colonisés. Mais ce ne serait pas prendre en compte la mode « orientale » qui depuis le milieu du XIX^{e} siècle envahit la littérature, les arts et l'architecture, engouement renforcé par Jonnart à la fin du siècle afin de créer une spécificité algérienne aux édifices publics. Par ailleurs, toutes les synagogues ne suivent pas ce modèle oriental ; ainsi, la synagogue de Boghari, petite ville dans la wilaya de Médéa fruit d'une colonisation spontanée vers 1856, aujourd'hui peuplée d'environ 60 000 habitants, présente une façade principale d'inspiration néo-classique, avec son allure de temple grec, son fronton triangulaire, ses colonnes doriques et son entablement décoré de métopes, sorte de frise dorique.

Alors que les juifs étaient *de facto* naturalisés Français par le décret Crémieux, les musulmans ne pouvaient accéder à la citoyenneté française que s'ils renonçaient à leur statut personnel en matière civile, ce que très peu firent. Aussi gardèrent-ils leurs droits et coutumes, que l'armée encadra avec les bureaux arabes et les médersas.

Médersas

Par un décret du 30 septembre 1850, la France, représentée en Algérie par l'administration militaire, décida de créer trois médersas sur les territoires conquis, c'est-à-dire de la bordure méditerranéenne jusqu'à la limite méridionale du Tell. Une médersa fut créée à l'est à Constantine, une autre au centre, à Médéa, la troisième à l'ouest, à Tlemcen, soit une pour chaque département : Constantine, Alger et Oran. Médéa et Tlemcen, réputées dans le monde musulman pour leurs lieux de culte et leurs élites intellectuelles et religieuses, furent préférées respectivement à Alger et Oran, ces deux villes étant davantage dévolues au commerce et à l'administration coloniale.

Ces trois médersas furent conçues sur le modèle des médersas médiévales, des écoles coraniques rattachées à une mosquée et dispensant un enseignement juridique, religieux et littéraire. Elles devinrent des établissements d'enseignement supérieur destinés à former des cadres administratifs pour la justice et les affaires religieuses. Plusieurs réformes permirent à ces médersas d'évoluer pour s'adapter au monde moderne, jusqu'à fusionner avec les lycées en 1960.

---

(12) JARRASSÉ Dominique, *Une Histoire des synagogues françaises : entre Occident et Orient,* coll. « Hebraïca », éditions Actes Sud, Arles, 1997, p. 116 à 124.

La médersa de Constantine (photo 2-2), qui était initialement une école coranique, fut dessinée par Albert Ballu, alors inspecteur général du service d'architecture de l'Algérie. Le chantier, suivi par l'architecte Pierre-Louis Bonnel, commença en 1906. Elle fut inaugurée le 25 avril 1909. Située en bordure du ravin surplombant le Rhummel, elle offre une façade vertigineuse de ce côté de la falaise. La façade côté ville est proche de l'artère principale de la vieille ville. Elle permet l'accès à l'édifice par un porche imposant qui ouvre sur une cour dallée de marbre avec une fontaine, des colonnades, des murs couverts de céramiques, dans un style arabo-andalou. L'édifice, de plan carré, est couvert d'un dôme central décoré de céramiques, flanqué de quatre coupoles aux angles. Deux corps latéraux prolongent en courbe légère le corps central. À l'indépendance, la médersa abrite des locaux de l'université de Constantine jusqu'en 1970, puis elle est occupée par la fondation Abdelhamid Ben Badis.



Photo 2-2. La médersa de Constantine, arch. A. Ballu et P.-L. Bonnel

La médersa de Tlemcen (photo 2-3) a été fondée en 1850, en même temps que les deux autres médersas algériennes voulues par le régime colonial. D'abord hébergée dans les locaux de la mosquée Sidi-Boumediène, elle déménagea à trois reprises avant la construction d'un nouveau bâtiment implanté au sud-ouest de la ville, œuvre de l'architecte Henri Petit, inspecteur au service d'architecture du gouvernement général de l'Algérie. La médersa est inaugurée le 6 mai 1905 en présence de Jonnart. Henri Petit puise son inspiration à Tlemcen même, dans la Grande Mosquée Sidi-Boumediène. Les références arabo-andalouses sont notamment visibles sur la façade empruntée au mihrab de cette dernière, ornée de carreaux de faïence ; à l'intérieur se trouve une cour dallée de marbre, avec un grand bassin long de 200 mètres. Aujourd'hui la médersa est devenue un musée.

La médersa de Médea fut transférée à Alger, où Jonnart fit édifier un nouvel édifice par l'architecte Henri Petit (photo 2-4). Elle fut inaugurée en 1904 et prit le nom de médersa El-Taâlibya.



Photo 2-3. La médersa de Tlemcen

D'inspiration ottomane, elle est couverte d'un grand dôme central flanqué de quatre coupoles, deux d'entre elles encadrant le porche d'entrée. À l'intérieur, des carreaux de faïences couvrent les murs jusqu'à mi-hauteur. À l'indépendance, la médersa El-Taâlibya fut désaffectée.

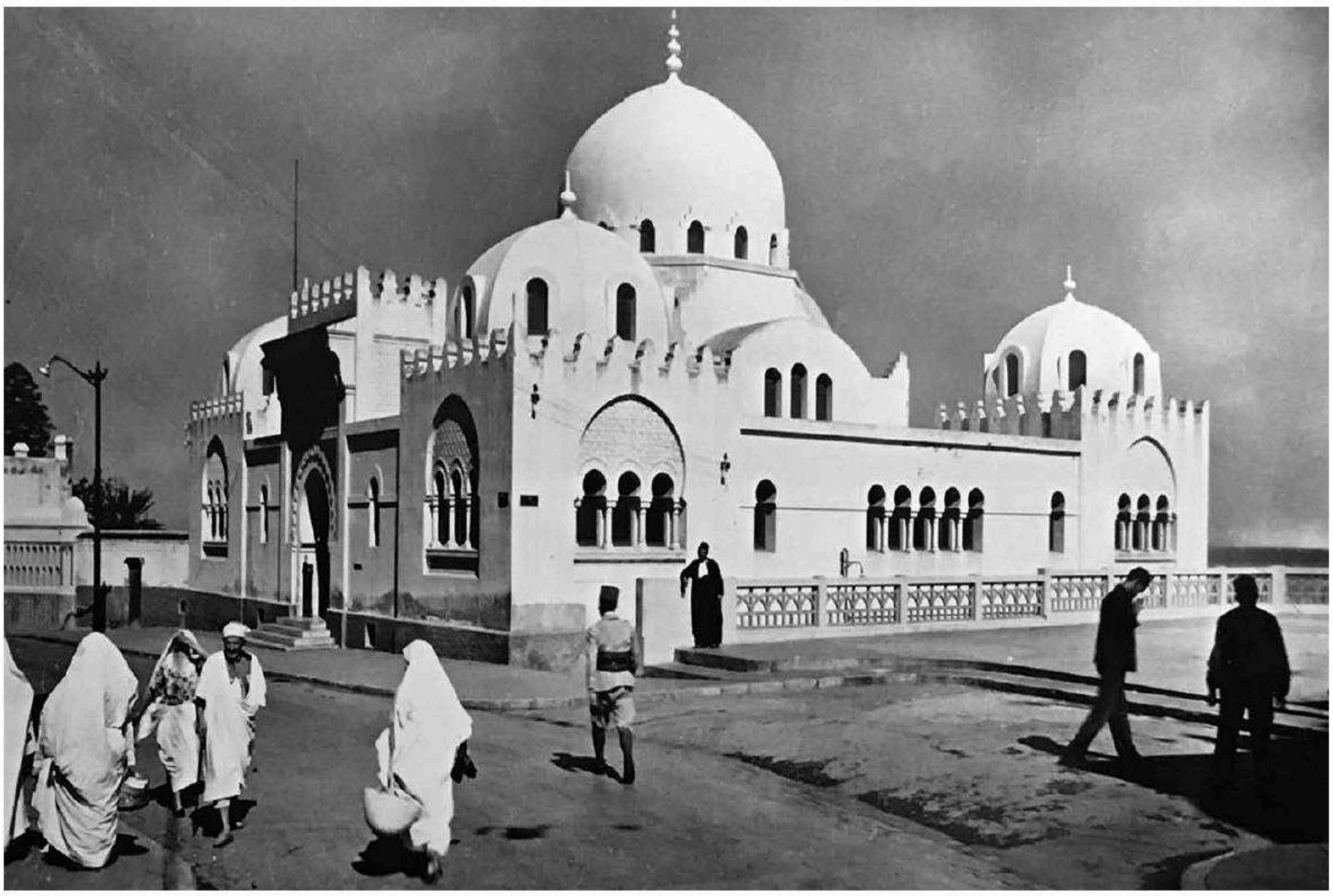


Photo 2-4. La médersa d'Alger, arch. H. Petit



Photo 3-6. Hôtel transatlantique à Biskra vers 1930

de la Tirouda en Kabylie. En 1945, les architectes Albert Seiller et Marcel Lathuillière construisent une auberge de jeunesse au col de Chréa, dont la volumétrie, avec ses deux grands toits, rappelle l'architecture vosgienne.

C'est un tourisme de vacanciers citadins, allant à la découverte de régions sauvages, proches ou éloignées des villes, montagnes et forêts des Aurès ou de Kabylie, ou profitant du soleil et des baignades sur la côte méditerranéenne. Des familles entières s'entassent dans des automobiles avec les équipements de camping ou tirant une caravane. Pour les jeunes Européens, des auberges sont construites en bord de mer ou dans les montagnes de Kabylie, leur permettant des séjours à bas prix, dans une ambiance conviviale. Le scoutisme participe à la coupure entre les communautés européennes et algériennes. En effet, à côté du scoutisme de souche européenne, catholique et protestante, est créée en 1935 par Mohamed Bouras la ligue des scouts musulmans algériens (SMA), laquelle obtient l'agrément du gouvernement du Front populaire en 1939. La jeunesse musulmane y adhère avec enthousiasme, et cette éducation « à la dure » lui profita quand elle rejoignit les rangs du FLN. Le SMA propageait des idées nationalistes, et beaucoup de ces anciens scouts participèrent dès 1954 à la guerre d'indépendance.

La Méditerranée exerce un attrait important sur les pieds-noirs citadins attachés à leurs cabanons de bord de mer, et Camus aura les mots justes et des phrases bien ciselées pour décrire ce culte du soleil et de la mer des habitants des grandes villes, Alger, Oran ou Constantine, situées aux abords de sites magnifiques et souvent sauvages. Tipasa, ses ruines romaines ocrées sous les pins aux troncs noirs et couverts verts, continue d'attirer les foules algériennes, amoureuses et romantiques, longtemps exclues des charmes de leur propre pays ; l'ignoble et scandaleuse affaire de la station de Zeralda durant la période vichyssoise est encore dans les mémoires. Le maire avait interdit la plage aux chiens, aux chevaux et aux Arabes.

Deux contrevenants décédèrent durant leur détention dans la prison locale. Cette affaire ne changea rien aux mentalités européennes, qui restèrent ségrégationnistes dans leur majorité.

Les pays frontaliers, comme le Maroc ou la Tunisie, sont intégrés à l'Algérie pour constituer des circuits touristiques, notamment en direction du sud. Une chaîne hôtelière des chemins de fer du Maroc, s'appuyant sur l'hôtel Mamounia à Marrakech, forme un circuit intérieur relié à l'Algérie par Oujda et à la métropole par Casablanca(15). Ces périples ont également une vocation culturelle ; des musées sont programmés dans les villes-étapes comme à Ouargla. L'architecture, dans cette région proche des contrées sub-sahariennes, se veut une synthèse des influences arabes et africaines, d'où le nom de style néo-soudanais qui lui a parfois été donné. Construit peu avant-guerre, avec un chantier débuté en 1936, le musée saharien de Ouargla est inauguré en 1938. Il a été longtemps une étape culturelle des circuits touristiques des régions du Sud : la Saoura, le Gourara et le Touat. Ses murs crénelés enduits grossièrement de couleurs ocres et blanches et ses motifs décoratifs en font une architecture austère et imposante rappelant celle des ksours du Sud. Un hall et trois salles exposent sur 1 700 m^2 des objets préhistoriques, des pièces archéologiques issues de fouilles menées à Sedrata, une ancienne cité ibadite, des produits de l'artisanat saharien et des photographies à valeur ethnographique. Après l'indépendance, le musée, classé au patrimoine national algérien en 2007, a été rénové pour rouvrir ses portes en 2018 avec l'ambition d'être au service des scolaires et des universitaires, ainsi que d'être une attraction touristique.

Les plans d'urbanisme d'Alger, d'Oran et d'Annaba

Marcel Lathuillière, architecte à Alger et qui fut le correspondant de *L'Architecture d'Aujourd'hui* entre 1935 et 1948, dresse dans un numéro d'après-guerre de la revue un état des études d'urbanisme dans les grandes villes des trois départements algériens, Alger, Oran et Constantine, en faisant au préalable un historique depuis 1930. Si les célébrations du centenaire de la colonisation ont joué le rôle de « coup de fouet » pour lancer des réalisations architecturales et urbaines, une certaine langueur semble s'emparer des édiles pour poursuivre ces belles perspectives. Ce constat est accompagné de quelques remèdes possibles pour relancer des études urbaines indispensables devant l'accroissement rapide de la population dans les grandes villes, certaines des solutions préconisées étant les prémices de ce que fera à Alger le maire Jacques Chevallier avec la création de l'Agence du plan dès son élection en 1953.

Alger

Effets de la loi Cornudet

Les principales villes d'Algérie ont connu un développement urbain intense durant plus d'un siècle de colonisation, du Second Empire à l'indépendance en 1962, et, encore aujourd'hui, elles sont confrontées à une très forte pression démographique.

À Alger, depuis les remparts de la médina turque jusqu'aux grands boulevards « haussmanniens », l'urbanisme est en perpétuelle mutation. D'une architecture à vocation militaire

(15) « Tourisme-loisirs » in *L'Architecture d'Aujourd'hui*, nº 61, septembre 1955.

à Oran (1913), une minoterie à Mascara (1911), une usine de laines à Tlemcen (1904) et le garage Attard à Sétif (1920). Des bâtiments publics sont recensés, parmi lesquels la gare de Trumelet à Tiaret (1919-1920), l'hôtel de ville de Sétif pour son agrandissement (1913) (photo 3-12), les halles municipales de Blida (1910) et les halles centrales pour Alger (1909), l'hôtel des postes à Oran (1909), l'hôpital civil de Constantine (1908-1931), la gare ferroviaire de Karguentah à Oran (1907-1908), la mairie de Cherchell (1906), les pavillons de l'hôpital civil de Mustapha à Alger (1906), l'hôpital de Aïn M'lila (1904-1905). Pour l'armée BAH réalise le cercle militaire de Souk-Ahras (1911), des casernes à Oran (1911), à Mostaganem (1908). Y figurent également des projets pour l'hôtellerie, le nouvel hôtel du Kursaal à Alger (1905) (photo 3-13), le Royal hôtel boulevard du Lycée à Oran (1902-1903) et l'hôtel-restaurant Excelsior rue Michelet à Alger (1903). Parmi les établissements scolaires listés peuvent être cités les groupes scolaires d'Alger (1907), de Vilar (Tissemsilt) (1925) et de Sidi-Bel-Abbès (1905), l'école supérieure de jeunes filles de Miliana (1910), l'agrandissement de l'école nationale d'apprentissage de Dellys (1905), l'école élémentaire de Chebli (1905), la médersa de Constantine (1906).. Les immeubles de bureaux et commerciaux référencés sont entre autres ceux du Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie à Sidi-Bel-Abbès (1920), à Sétif (1914-21) et à Oran (1919-1920), la banque de la Compagnie algérienne à Sétif (1908-1927), le magasin du Bon Marché rue d'Isly à Alger (1920-1921). Enfin, pour la culture et les loisirs peuvent être mentionnés le cinéma de Sétif (1914), le musée de Cherchell (1906), à Sidi-Bel-Abbès le théâtre municipal (1905) et le théâtre-casino municipal d'Oran (1902-1905).

Cette multitude de projets, dont seulement quelques dizaines sont cités ici parmi les cinq cents recensés, montre l'importance de ce bureau d'études BAH dans la modernisation de l'Algérie durant près d'un demi-siècle, son apport étant essentiel sur tout l'éventail constructif, de la simple villa à l'ouvrage d'art.



Photo 3-12. Hôtel de ville de Sétif



Photo 3-13. Le Kursaal d'Alger, devenu Nouveau Théâtre, arch. A. Lauro

Entreprise Perret Frères

« Chez nous, c'est l'entreprise qui paie l'architecture »(26) résumait Auguste Perret à propos de cette double activité d'entrepreneur et d'architecte. Et cette formule métaphorique fut bien réelle avec la construction de l'église du Raincy, en partie financée par l'entreprise Perret Frères.

Claude-Marie Perret, le père d'Auguste, Gustave et Claude, exilé politique en Belgique après les évènements de la Commune de Paris, avait fondé à Ixelles une entreprise de maçonnerie, laquelle s'était vu confier les travaux du palais de justice de Charleroi dessiné par Albert Ballu. L'historien de l'architecture Roberto Gargiani relate les débuts de l'entreprise : « La formation d'Auguste Perret et l'essor de l'activité de l'entreprise Perret sont liés aux rapports que Claude-Marie Perret entretint avec Ballu, l'un des plus grands experts en architecture mauresque, qui deviendra architecte en chef de la section algérienne des monuments historiques, architecte du diocèse d'Oran à partir de 1885 et directeur des fouilles archéologiques à Tebessa et Timgad. Ces rapports se poursuivront avec les fils de Claude-Marie au moment où ils commenceront à gérer l'entreprise. »(27) Ce n'est qu'à la faveur de l'amnistie de 1881 que Claude-Marie Perret revint s'installer à Paris avec sa famille et créa à nouveau une entreprise du bâtiment.

---

(26) ABRAM Joseph, LAMBERT Guy et LAURENT Christophe, *Auguste Perret, anthologie des écrits, conférences et entretiens*, éditions Le Moniteur, Paris, 2006.

(27) GARGIANI Roberto, *Auguste Perret, la théorie et l'œuvre*, éditions Gallimard/Electa, Paris, 1994.

CHAPITRE 4

Apports interactifs du mouvement moderne et de la Méditerranée (décennies 1950-1960) : enrichissement mutuel des cultures dans un climat de violence

Introduction à la période 1950-1960

Prédisant le fiasco colonial de la France, en 1911 Jean Jaurès clame à la tribune de la Chambre des députés : « Si nous continuons, ces terres-là n'auront pour nous que des moissons de haine et de déception. » À la suite de la répression extrêmement violente des émeutes de Sétif et de Guelma du 8 mai 1945, le général Raymond Duval, chargé de rétablir l'ordre, déclare au gouverneur général d'Algérie : « Je vous donne la paix pour dix ans, à vous de vous en servir pour réconcilier les deux communautés. Une politique constructive est nécessaire pour rétablir la paix et la confiance. » Rien n'est fait et dix ans plus tard, dans ces conditions, l'inévitable guerre d'indépendance est enclenchée le 1er novembre 1954.

Les gouvernements de la IVe République, de droite comme de gauche, s'enlisent dans le conflit algérien, hésitant entre la répression dure et le dialogue avec les indépendantistes. Les chefs militaires ne veulent pas voir se répéter en Algérie l'humiliation subie en Indochine ; ils demandent aux politiques de leur donner plus de moyens pour maintenir l'ordre ; certains en ont usé jusqu'à l'excès et au mépris des droits humains. Durant huit années, ce fut une escalade de violence chez les belligérants. Alors qu'à Paris les gouvernements se font et se défont à une cadence rapide, Jacques Soustelle est nommé en février 1955 gouverneur général de l'Algérie par Pierre Mendès-France, en remplacement de Roger Léonard. Démis de ses fonctions un an plus tard par Guy Mollet, lequel est conspué lors de sa venue à Alger le 6 février 1956 pendant la « journée des tomates », Soustelle est remplacé par un ministre-résident, Robert Lacoste.

Le climat insurrectionnel, cette « guerre sans nom » qui touche surtout la campagne, s'exporte à Alger sous forme d'attentats contre des civils dès 1956. L'« appel pour une trêve civile » lancé par Camus revenu à Alger et ses amis algériens musulmans et européens le 22 janvier 1956 est un échec(1). L'armée riposte ; les parachutistes du général Jacques Massu,

(1) PONCET Charles, *Camus et l'impossible trêve civile, suivi d'une correspondance avec Amar Ouzegane*, éditions Gallimard, Paris, 2015.

qui obtient les pouvoirs de police sur le Grand Alger, ratissent la Casbah à la recherche des « terroristes » ; c'est la bataille d'Alger de 1957.

À la suite des manifestations du 13 mai 1958, le général Raoul Salan, commandant en chef des forces armées en Algérie, s'installe au gouvernement général comme délégué général ; il dit « prendre en main provisoirement les destinées de l'Algérie française » en attendant que l'autorité de l'État soit restaurée par le général de Gaulle.

Quatre étapes significatives marquent l'évolution de la politique gaullienne face à la question algérienne, de juin 1958 à avril 1962.

La période de juin à décembre 1958 est celle de la « paix des braves », annoncée par le général lors de sa conférence de presse du 23 octobre, dont le préalable à des négociations est refusé par le Front de libération national (FLN). C'est le temps de l'affirmation de l'autorité de l'État face aux dérives des ultras, intégrationnistes et indépendantistes, et face aux velléités des militaires. De Gaulle, président du Conseil investi le 1er juin 1958 par un vote de l'Assemblée nationale, à la tête d'un gouvernement de transition dans la IVe République agonisante, prépare la réforme de la Constitution qui conduit à la Ve République au début de l'année suivante, renforçant les pouvoirs du président de la République, qui sera désormais élu au suffrage universel. Michel Debré rédige la nouvelle constitution de la Ve République, qui est soumise au vote des Français, y compris les musulmans en Algérie, le 28 septembre.

Dans ce court laps de temps où s'enchaînent élections et réformes, le général de Gaulle, qui s'est de plus réservé le portefeuille de la Défense nationale, marque par ses fréquents voyages en Algérie (cinq en moins de six mois) sa préoccupation pour son avenir auprès de l'ensemble de la population. Ses discours sont suffisamment ambigus pour que chacun y trouve son compte, entretenant un flou quant à l'issue de la « question algérienne » : indépendance ? communauté rattachée à la France ? départements français ? Le 4 juin à Alger, sur le Forum depuis le palais du gouvernement général, il lance un ambigu « Je vous ai compris. » S'adressant à la population musulmane, il parle de « Français à part entière (…) avec les mêmes droits et les mêmes devoirs ». À Mostaganem le 6 juin, il lâche, sans doute trop vite, « Vive l'Algérie française » devant une foule en liesse, qui devint dans les textes officiels « Vive l'Algérie » tout court. Des réformes sont annoncées, tant sur le plan social que politique. Lors de son deuxième voyage à Alger, le 3 juillet 1958, il annonce dans un discours un « plan de rénovation » économique et social. L'économie, « l'intendance » comme l'appelle le général, n'est effectivement pas en reste avec son annonce, le 3 octobre 1958 à Constantine au cours de son quatrième voyage, des grandes lignes d'un plan quinquennal que l'histoire retint sous le nom de « plan de Constantine ». L'historien Serge Berstein analyse que « les perspectives en sont ambitieuses et de nature à rallier à une solution française une population à qui les satisfactions ont été chichement mesurées jusqu'alors (…) Le plan de Constantine semble bien attester la volonté française de demeurer outre-Méditerranée. »(2)

S'ensuit une série de mesures, dont certaines touchent également les pieds-noirs, comme l'égalisation des salaires entre l'Algérie et la métropole, la création de 400 000 emplois nouveaux ou la construction de logements pour un million de personnes. D'autres s'adressent uniquement aux musulmans, comme leur réserver le dixième des postes publics liés à

(2) BERSTEIN Serge, *Nouvelle Histoire de la France contemporaine – 17, La France de l'expansion, 1 – La République gaullienne (1958-1969)*, éditions du Seuil, Paris, 1989, p. 50-51.

et innovations, particulièrement en urbanisme avec la mise en place de l'agence du Plan en juin 1954 par Jacques Chevallier, et la même année la reconstruction d'Orléansville (Chlef), entièrement dévastée par un séisme. Pour l'innovation architecturale, les grandes villes du pays, notamment Alger et Orléansville, servent de terrain expérimental pour les jeunes architectes venus développer ou faire aboutir des projets difficiles à mettre en œuvre en métropole à cause des lourdeurs administratives. Cette ouverture aux innovations et au béton armé des architectes « perretistes » d'avant-guerre, Guiauchain, Lathuillère, ou Léon Claro qui en 1960, à près de 70 ans, est architecte d'opération de la Maison de la radio à Alger (photo 4-1) mais dont l'auteur est Paul Tournon, âgé de presque 80 ans, associé à Michel Joly, a été poursuivie par les architectes « corbuséens » adeptes du mouvement moderne (Miquel, Simounet, Émery et d'autres).

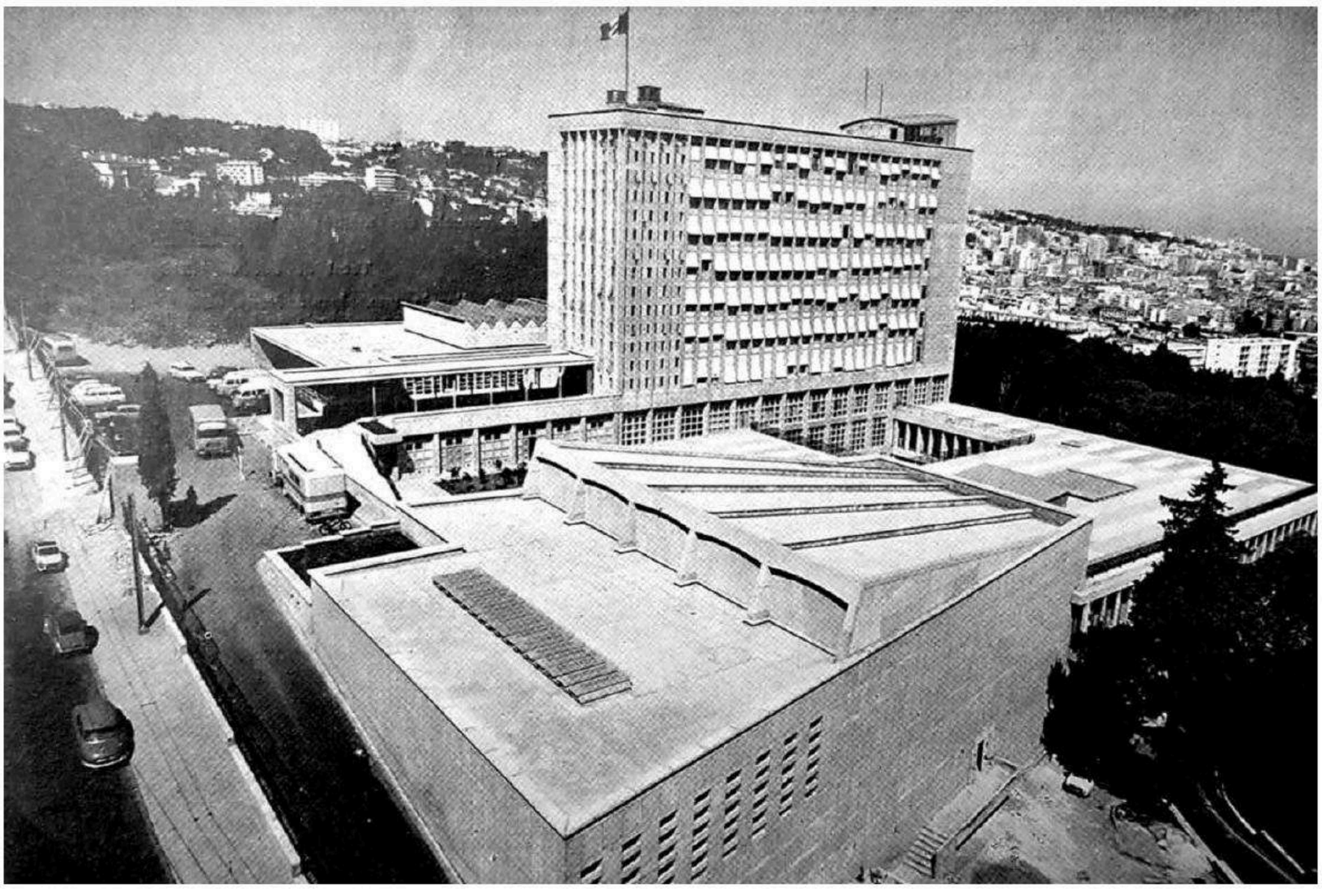


Photo 4-1. Maison de la radio à Alger, arch. P. Tournon, M. Joly, L. Claro

Dans le catalogue d'une exposition de 2003 consacrée à l'architecture et à l'urbanisme d'Alger de 1800 à 2000, Jean-Louis Cohen écrit à propos de l'influence de Le Corbusier : « L'ombre portée de ses réflexions enveloppe l'urbanisme et la politique du logement à Alger. Le regard porté sur le site et la problématique de son investissement par les grands édifices sont définitivement bouleversés bien au-delà de l'indépendance. La problématique urbaine de Le Corbusier façonne celle de son ancien dessinateur Gérald Hanning au sein de l'agence du Plan dirigée par le proche de Perret qu'était Pierre Dalloz. Et chacun des architectes les plus attachés à sa démarche, de Pierre-André Émery à Louis Miquel, Roland Simounet et Jean Bossu, en approfondira à sa manière une veine. Après avoir été la ville méditerranéenne la plus marquée par la poigne de Perret, Alger deviendra la ville la plus corbuséenne. »(14)

(14) COHEN Jean-Louis, OULEBSIR Nabila et KANOUN Youcef (dir.), *Alger, paysage urbain et architectures, 1800-2000*, les éditions de l'imprimeur, Besançon, 2003, p. 184.

autre dans sa partie basse, au creux du ravin. Un ascenseur ou un escalier permettent également d'accéder soit à la route sur la terrasse soit à la rue au bas du ravin. Il n'existe que deux immeubles-ponts au monde : celui d'Alger et un au Brésil.

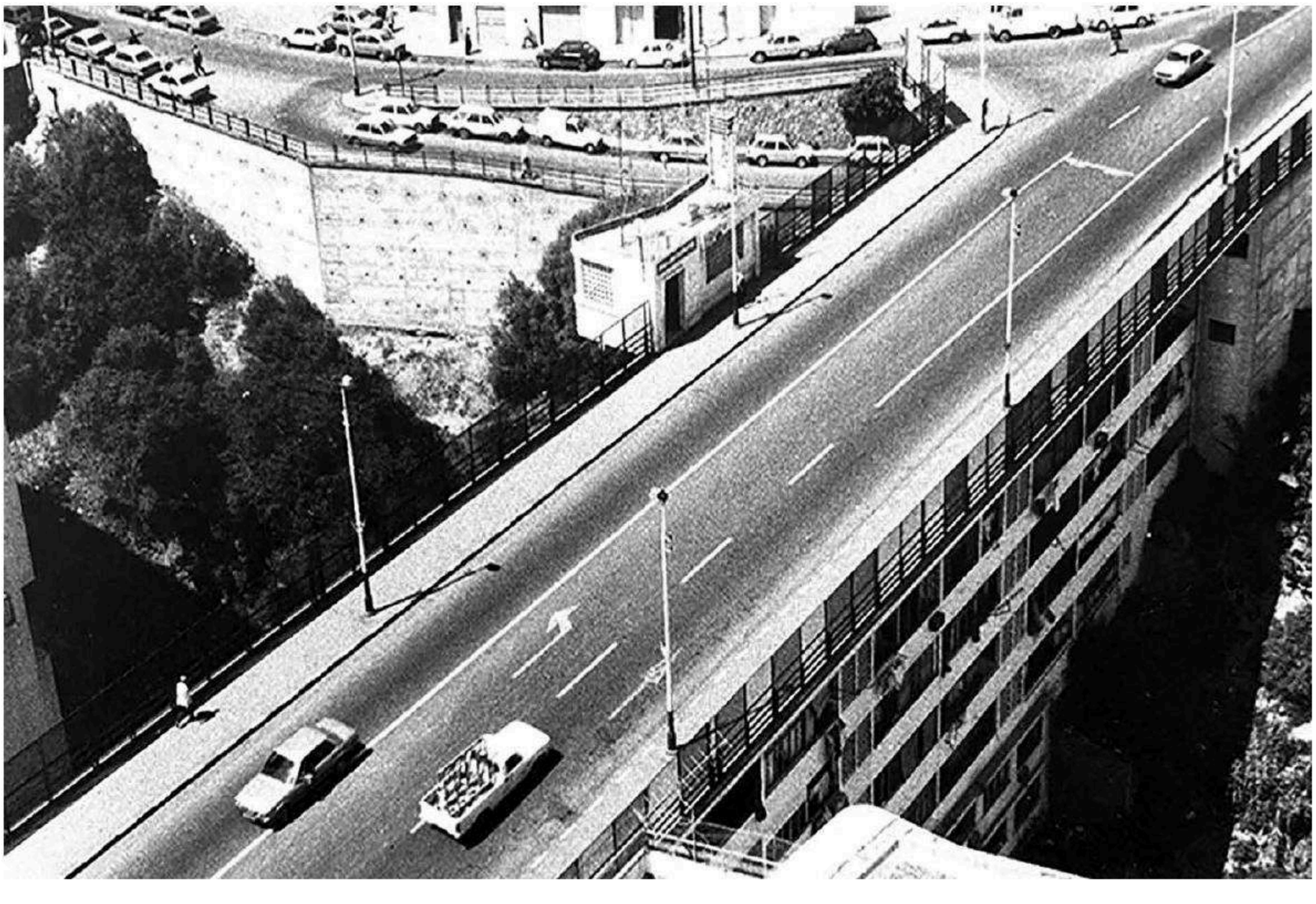


Photo 4-2. Immeuble-pont Burdeau à Alger, arch. P. Marie

La reconstruction d'Orléansville après le séisme de 1954 : une architecture « décolonisée »(22)

Orléansville, El-Asnam et Chlef sont en un peu plus d'un siècle les trois noms donnés à une ville algérienne située sur les rives de l'oued Chelif, à mi-distance entre Alger et Oran. Et c'est sans compter avec les noms qu'elle porta avant la colonisation française, quand Bugeaud décida d'y installer peu après le débarquement de 1830 à Sidi Ferruch une forte garnison sécurisant l'axe entre les deux grandes villes algériennes du centre et de l'ouest, et proche des hauts plateaux encore rebelles. Du temps des Romains, la ville portait le nom de *Castellum Tinginitum*.

L'urbanisme adopté pour Orléansville dans cette seconde moitié du XIX^{e} siècle fut celui d'un plan « milésien »(23), avec une trame en damier caractéristique des villes construites

(22) « Une architecture "décolonisée" ? », c'est le titre d'un chapitre sur le centre Saint-Reparatus dans l'ouvrage de Xavier Dousson, *Jean Bossu, une trajectoire moderne singulière*, éditions du Patrimoine et Centre des monuments nationaux (CMN), Paris, 2014, p. 114.

(23) Hippodamos de Milet, philosophe et urbaniste grec du VI^{e} siècle av. J.-C., conçut l'urbanisme de la colonie grecque de Milet en Asie Mineure après son saccage par les Perses, organisant équipements et habitations selon un plan orthogonal.

pour imposer la présence des conquérants. Cette ville de garnison, qui vit naître en 1910 le lexicographe Paul Robert, dont un oncle et le père furent maires, prit rapidement des allures de ville de province française, jusqu'à sa destruction partielle lors du séisme le 9 septembre 1954.

Une jeune équipe d'architectes acquis aux idées du mouvement moderne, tempérées par l'idée d'une architecture et d'un urbanisme plus contextuels depuis le CIAM IX d'Aix-en-Provence auquel certains participèrent, s'attèle à la reconstruction de la ville. S'y trouve André Ravéreau[24], nommé architecte en chef de la reconstruction, auquel étaient adjoints Hansberger, Miquel, Simounet, etc. Fernand Pouillon, mécontent, en est écarté. Jean de Maisonseul, ami de Le Corbusier et directeur du service d'urbanisme du département d'Alger, est chargé du plan d'urbanisme et met en place cette équipe dynamique décidée à mettre en œuvre une ville « neuve ». En juillet 1955, Gérald Hanning, adjoint de Dalloz à l'agence du Plan d'Alger, nomme Jean Bossu architecte en chef de la reconstruction d'Orléansville après le départ d'André Ravéreau pour la Grèce. Hanning et Bossu s'étaient connus dans l'atelier de Le Corbusier rue de Sèvres et étaient devenus amis.

Le plan général est déjà dressé par Jean de Maisonseul ; il compose avec la trame orthogonale existante héritée de la ville coloniale, afin de conserver les bâtiments ayant résisté aux secousses. Le rôle de Jean Bossu fut de donner une cohérence architecturale à la ville sous la forme d'un « cahier de morphologie » définissant les dispositifs à adopter en façade et aux sols, afin d'harmoniser les projets des architectes et de donner une homogénéité à la ville, sans toujours y réussir.

Œuvrant avec enthousiasme pour relever la ville meurtrie de ses ruines, l'équipe d'architectes travaille avec un esprit de pionnier, sans doute le même qui anima leurs aïeux prenant possession de la terre d'Algérie, mais sans la mentalité du colon imposant son mode de vie. Imprégnés et respectueux de la culture locale, des modes de vie, de l'architecture, du climat, des Hommes qui vivent de et sur cette terre, ils firent une architecture « décolonisée ». Dans cet esprit, de beaux morceaux d'architecture s'érigent peu à peu à côté des ruines, le plus important étant le quartier central de Saint-Réparatus de Bossu, mais aussi des œuvres isolées comme la mosquée d'Hansberger, la nouvelle synagogue ou le centre de jeunesse et de sports Albert Camus de Miquel et Simounet.

Camus, après une visite sur ce vaste chantier en 1955 leur rendit un vibrant hommage : « À Orléansville, il y a quelques mois, j'ai vécu au milieu du groupe de jeunes architectes qui reconstruisaient la ville et sa région (…) Se sont installés des hommes jeunes, qui excellent dans leur métier respectif. Ils vivent en communauté, sans aucun confort, d'une vie à

---

(24) « L'année précédant ce cataclysme en Grèce, il y avait eu une grande catastrophe en Hollande où les digues s'étaient rompues. Tous les secours aux sinistrés avaient alors afflué en abondance. Une année après, on avait du mal à réunir des fonds pour Céphalonie. À mon retour en France, il m'a fallu trouver un travail, je suis donc allé à Orléansville où là aussi, il y avait eu un tremblement de terre. J'y ai réalisé quelques programmes. Comme j'étais tout de même resté en relation avec les représentants du ministère des Affaires étrangères, un jour, ils m'ont rappelé en me disant qu'ils avaient pu rassembler l'argent pour la Grèce. J'y suis donc finalement retourné pour réaliser le projet. Le travail que j'avais commencé à Orléansville a été repris par Bossu qui a enchaîné sur d'autres commandes. Cela a très bien marché pour lui. Comme je n'étais pas spécialement débrouillard, il est possible que je n'aurais pas obtenu les projets qu'il a construits. En réalité, j'ai très peu produit. Les choses me sont tombées à chaque fois "du ciel", je ne suis pas allé les chercher. », RAVÉREAU André, *Du local à l'universel*, éditions du Linteau, Paris, 2004.

Le centre de jeunesse et de sports de Louis Miquel et Roland Simounet prit ainsi le nom d'Albert Camus lors de son inauguration le 4 avril 1961, moins d'une année après le décès accidentel de l'écrivain. Cette même année 1961, André Malraux, alors ministre de la Culture, inaugura le musée-maison de la Culture du Havre.

L'ensemble architectural du centre Albert Camus, pensé et construit entre 1955 et 1960, en pleine guerre d'Algérie, est un témoin touchant de l'attachement sincère de ces hommes à la terre qui les a vus naître (photo 4-5). Dénonçant l'injustice qui y régnait, condamnant la violence qui la déchirait, Camus, Miquel et de Maisonseul avaient signé en 1956 l'« appel pour une trêve civile en Algérie ». De Maisonseul fut emprisonné sous le chef d'inculpation d'atteinte à la sûreté de l'État ; Camus prit vivement sa défense dans un article du *Monde* du 3 juin 1956[27].

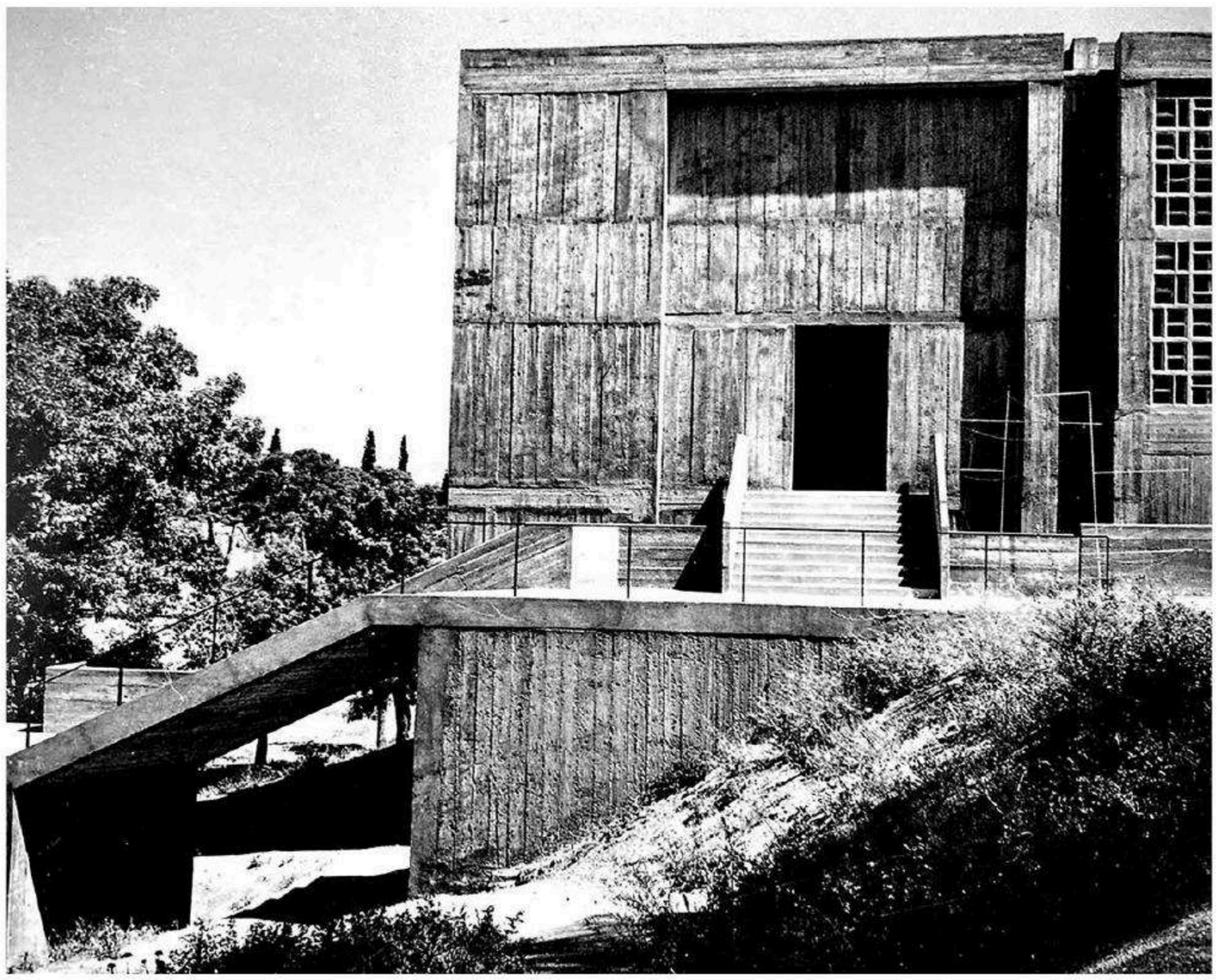


Photo 4-5. Centre Albert Camus à Orléansville, arch. L. Miquel et R. Simounet

Le programme du centre de la jeunesse et des sports d'Orléansville était novateur et annonciateur de ce que furent, vers la fin des années 1960, les concours lancés par l'État pour des maisons des jeunes et de la culture, des salles de sport et des piscines, afin de répondre à la pénurie d'équipements destinés à la jeunesse. À Orléansville se côtoient un centre d'hébergement, préfigurant les auberges de jeunesse, un théâtre et un espace d'exposition, préfigurant les maisons de la culture, une piscine et des équipements sportifs, préfigurant les programmes de complexes omnisports socio-éducatifs couverts (COSEC) et de piscines industrialisées. Cet équipement rassemble en un seul lieu différents programmes qui virent

(27) Albert Camus y écrit : « Les amis de Jean de Maisonseul ne peuvent se suffire de regrets exprimés à la cantonade. La réputation et la liberté d'un homme ne se paient pas en condoléances ni en nostalgie. Ce sont des réalités charnelles, au contraire, et qui font vivre ou mourir. Je dirais même qu'entre les assauts d'éloquence à la Chambre et l'honneur d'un homme, l'urgence est à l'honneur. »

La revue *Technique et Architecture* montre également deux autres villas construites en 1950 à Hydra dans la région d'Alger, celle du docteur Legendre de l'architecte Louis Guénin bâtie sur un soubassement en pierres apparentes, et celle de P. Ouhayoun de l'architecte L. Ouhayoun bâtie sur pilotis.

Simounet

Roland Simounet, également acquis au mouvement moderne, réalisa des villas dans les environs d'Alger, toutes empreintes de délicatesse et de retenue dans des sites difficiles avec des panoramas magnifiques. Tel est le cas de la villa Aboulker à El-Biar près d'Alger (photo 4-11), sur laquelle a été publié un article dans la revue *Techniques et Architecture* de décembre 1960 (nº 6, 20e série). Implantée sur un terrain classé dominant la ville d'Alger, sur la falaise de Saint-Raphaël, le projet a reçu l'accord de la commission des Sites et Monuments, sous réserve que les lieux ne soient pas modifiés et les arbres conservés. Grâce à la construction sur pilotis, le terrain est peu impacté, assurant une vue dégagée sur la baie d'Alger. Le béton armé est utilisé pour l'ossature ; les toitures sont en terrasses ; le sol est un plancher chauffant. La salle de repos du bain maure est revêtue d'une mosaïque verticale de Sauveur Galliero ; une peinture murale de Jean de Maisonseul orne la salle de bains. Ici, la leçon corbuséenne de la « promenade architecturale » est appliquée, avec des niveaux différents reliés par des escaliers et des rampes offrant des perspectives renouvelées. Pour ce projet l'architecte était également paysagiste, ayant en charge le choix des plantations et l'aménagement des jardins.

Roland Simounet réalisa également à El-Biar une autre construction plus modeste. Cette petite maison familiale est implantée sur un terrain en pente dans un petit parcellaire. Sur plan carré, elle est refermée autour d'un patio. Les ouvertures extérieures sont savamment dosées, afin de



Photo 4-11. Villa Daniel Aboulker à El-Biar, arch. R. Simounet

entrée, un patio et une salle de bain avec baignoire à sabot, toilettes et bidet, alors que les logements de la cité « simple confort » étaient de taille plus réduite et ne possédaient qu'un patio sans vue, une cuisinette, des toilettes à la turque et un petit lavabo.

Climat de France (1953-1957)

Appelé aussi « cité des Deux cents Colonnes » en raison des monumentaux piliers carrés entourant la place, Climat de France (photo 4-13) est un quartier de 6 500 logements sociaux, soit pour 30 000 habitants environ, destiné à une population algérienne. Ce programme dit « simple confort » offre des logements avec un équipement minimal : un séjour avec un évier dans un angle, des toilettes à la turque avec un petit lavabo, une ou deux chambres, l'ensemble faisant entre 40 et 50 m^2. Certains logements plus petits étaient groupés par quatre autour d'un bloc sanitaire.

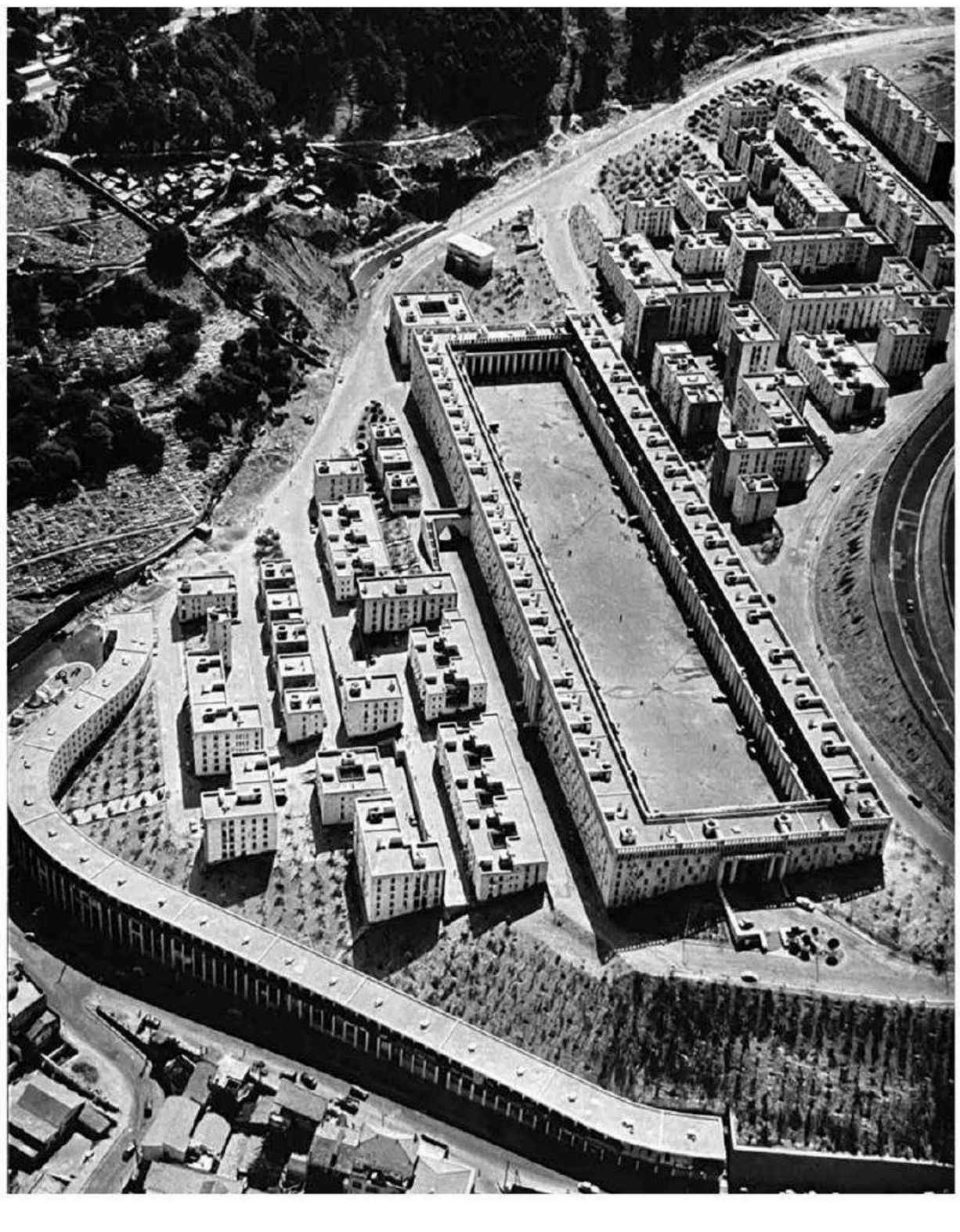


Photo 4-13. Climat de France à Alger, arch. F. Pouillon

Implanté sur un terrain de 25 hectares sur les hauteurs de Bab-el-Oued, le projet a été réalisé en deux tranches, dont celle dite des « deux cents colonnes », qui rassemble 4 500 logements autour d'une vaste place rectangulaire. Le projet regroupe également des bâtiments publics, école, mosquée, bureau de poste, dispensaire, hammam, etc.

Cet espoir de l'architecte, à la fois utopique et pathétique, mégalomane et humaniste, de loger le peuple dans des palais, Pouillon en fait son cheval de bataille : la pierre importée de



Photo 5-1. Ambassade de France à Alger, arch. R. Simounet

de masses imposantes lisses en argile ou en pisé qu'il retrouvait dans l'architecture locale du Sud de l'Algérie.

Roland Simounet œuvrait pour une Algérie plus égalitaire ; il la souhaitait ardemment, sans imaginer cependant le départ massif des pieds-noirs en 1962. Il s'exprimait peu sur le sujet mais agissait pour la paix. Il joua un rôle très actif avec Louis Miquel dans la création du Théâtre d'expression arabe et en fut un des membres fondateurs dès 1955 avec quelques amis libéraux du comité pour la trêve civile en Algérie. Il s'impliqua dans « l'appel pour une trêve civile » que Camus rédigea et prononça le 22 janvier 1956 dans la salle du cercle du progrès à Alger, l'accès à salle des fêtes ayant été refusé aux organisateurs par le maire Jacques Chevallier cédant aux menaces des ultras, dans un contexte de violence extrême.

« De quoi s'agit-il, questionne Camus dans cette salle surchauffée, d'obtenir que le mouvement arabe et les autorités françaises, sans avoir à entrer en contact, ni à s'engager à rien d'autre, déclarent, simultanément, que, pendant toute la durée des troubles, la population civile sera, en toute occasion, respectée et protégée. »(4) Ce fut peine perdue, il ne fut pas écouté, la haine et la violence redoublèrent sans distinction, et le camp des « libéraux » ne fut pas épargné : assassinats, arrestations, emprisonnements comme celui de Jean de Maisonseul. Roland Simounet hébergea une nuit et sauva Amar Ouzegane traqué par les parachutistes ; il était l'un des organisateurs de l'appel pour une trêve civile, militant communiste puis nationaliste – il devint ministre de l'Agriculture puis du Tourisme à l'indépendance. Inscrit sur la liste de l'OAS des personnes à abattre, Simounet resta caché à Paris sur les conseils

(4) PONCET Charles, *Camus et l'impossible Trêve civile, suivi d'une Correspondance avec Amar Ouzegane*, éditions Gallimard, Paris, 2015.

Tizi-Ouzou en 1969 un lycée polyvalent pour 1 200 élèves ainsi qu'une école élémentaire de 24 classes en 1971. La même année, toujours à Tizi-Ouzou, elle réalisa la mairie, les bureaux de l'inspection académique ainsi que l'hôtel Béloua. Dans la wilaya de Bouira, à Sour El-Ghozlane, elle construisit un lycée polyvalent pour 1 500 élèves en 1970. D'autres programmes pour l'enseignement lui furent confiés : le lycée de Hadjout en 1975 et celui de Rouiba en 1976. Dans le Sud elle réalisa l'hôtel du Souf à El Oued en 1966-1967 et participa à la construction des bases logistiques de Réghaïa en 1970 et de Hassi-Messaoud en 1972.

Georgette Cottin-Euziol enseigna à la section d'architecture de l'École des beaux-arts dès sa réouverture en 1963 par Léon Claro aux côtés de Bouchama, Di Martino, Juanéda, puis Jean-Jacques Deluz en 1964.

André Ravéreau architecte des monuments historiques : le musée d'Alger et le M'Zab

André Ravéreau, s'il n'est pas né en Algérie en 1919, en fit très tôt son pays d'adoption. Cet ancien élève d'Auguste Perret dut interrompre ses études durant la Seconde Guerre mondiale pour les reprendre après-guerre et obtenir son diplôme en 1950. Encore étudiant, il voyagea pour la première fois en Algérie en 1949 et se rendit dans la vallée du M'Zab, où il reçut une véritable « leçon d'architecture » : « Comme tout le monde, j'ai reçu la séduction de Ghardaïa avant d'en faire l'analyse. On a l'intuition que les choses possèdent un équilibre que l'on appelle esthétique, et cela avant de savoir comment c'est, un équilibre (…). [C'est] l'analyse qui me l'a appris par la suite, j'ai vu dans le M'Zab à la fois la rigueur que j'aimais chez Perret, dont j'étais l'élève, et les formes exaltantes que l'on trouve chez Le Corbusier (…). »(12) Durant la décennie précédente, en 1954(13), il fut pressenti pour être architecte en chef de la reconstruction d'Orléansville après le tremblement de terre, mais, appelé pour un projet similaire en Grèce, il laissa la place à Jean Bossu.

En 1965, il fut nommé architecte des monuments historiques par le ministère de l'Information et de la Culture d'Algérie, poste qu'il occupa jusqu'en 1971. Dans le livre d'entretien *Du local à l'universel*, il raconta les faits : « Après son passage à la radio d'Alger, Manuelle [Roche, sa femme] a rapidement trouvé un poste de photographe au CNRS. Son directeur, Paul Albert Février, travaillait en bonne intelligence avec le ministère algérien de la Culture. Ce nouveau ministère cherchait un architecte en chef des monuments historiques. Paul Albert Février a alors demandé à Manuelle si j'étais intéressé. C'est ainsi que j'ai été engagé, alors que les monuments historiques n'étaient pas du tout ma spécialité. Sans avoir une connaissance très précise de ce qu'était Alger, je me suis tout de suite intéressé à ce défi. J'ai compris cette ville au jour le jour. Aussi j'ai commis pas mal d'erreurs. J'en ai fait par exemple à la villa Abd-el-Attif (…) Aux monuments historiques, au début, j'étais vraiment tout seul. Il n'y aurait pas eu Si Ahmed Baghli(14) à ce moment-là, je n'aurais rien fait du tout. J'ai tout de même réussi certaines interventions. »(15)

---

(12) RAVÉREAU André, *Le M'Zab, une leçon d'architecture*, coll. « La Bibliothèque arabe », éditions Sindbad, Paris, 1981, p. 25-26.

(13) Voir le chapitre 4.

(14) Si Ahmed Baghli, alors directeur à la direction des Beaux-Arts du ministère algérien de la Culture.

(15) RAVÉREAU André, *Du local à l'universel*, propos recueillis par Vincent Bertaud du Chazaud et Maya Ravéreau, éditions du Linteau, Paris, 2007.

Seul et chargé de toute l'Algérie, il sillonna le pays de long en large. Une partie ultérieure sera consacrée à son action en faveur des monuments historiques, notamment pour la Casbah d'Alger, où il sauva quelques palais classés et restaura des maisons de simples particuliers. Les travaux qu'il mena avec l'Établissement régional saharien d'architecture, d'urbanisme et d'environnement (Ersaure) pour la pentapole du M'Zab participèrent au sauvetage d'une grande partie du patrimoine culturel et architectural de la région ; son action revêt une importance telle qu'une autre partie leur est consacrée plus loin.

Les ateliers du M'Zab permirent à Ravéreau de dispenser un enseignement hors des académies à de jeunes architectes et à des étudiants venus d'Europe et des écoles d'architecture d'Algérie. L'apprentissage était basé sur la connaissance des pratiques constructives traditionnelles par le chantier et sur les relevés de maisons mozabites, trop souvent avant que celles-ci ne soient démolies par leurs propriétaires.

Lors de son séjour à Ghardaïa, André Ravéreau réalisa des bâtiments neufs respectueux des sites et des traditions, avec des matériaux locaux et une adaptation naturelle aux conditions climatiques : la poste de Ghardaïa (photo 5-2), les logements de Sidi Abbaz (photo 5-3), la maison M (photo 5-4), ainsi que la maison d'un médecin à Beni Isguen. Ce fut avec un esprit proche de celui que décrit Hassan Fathy dans son livre *Construire avec le peuple*(16) qu'il œuvra au M'Zab, prenant ce travail avec humilité et reconnaissance pour ce que ce dernier lui apportait ainsi qu'à ses collaborateurs. Ravéreau rassembla les connaissances et les enseignements tirés de son expérience dans cette région dans un livre au titre évocateur : *Le M'Zab, une leçon d'architecture*(17). En lisant les propos des architectes Philippe Lauwers ou Gilles Perraudin dans l'ouvrage collectif *André Ravéreau, l'atelier du désert*(18), paru en 2003, peut être mesuré le bénéfice que les architectes tirèrent de leur passage aux ateliers du M'Zab, ateliers à la fois pédagogiques pour les étudiants et pratiques, pour conserver et projeter une nouvelle architecture mozabite.

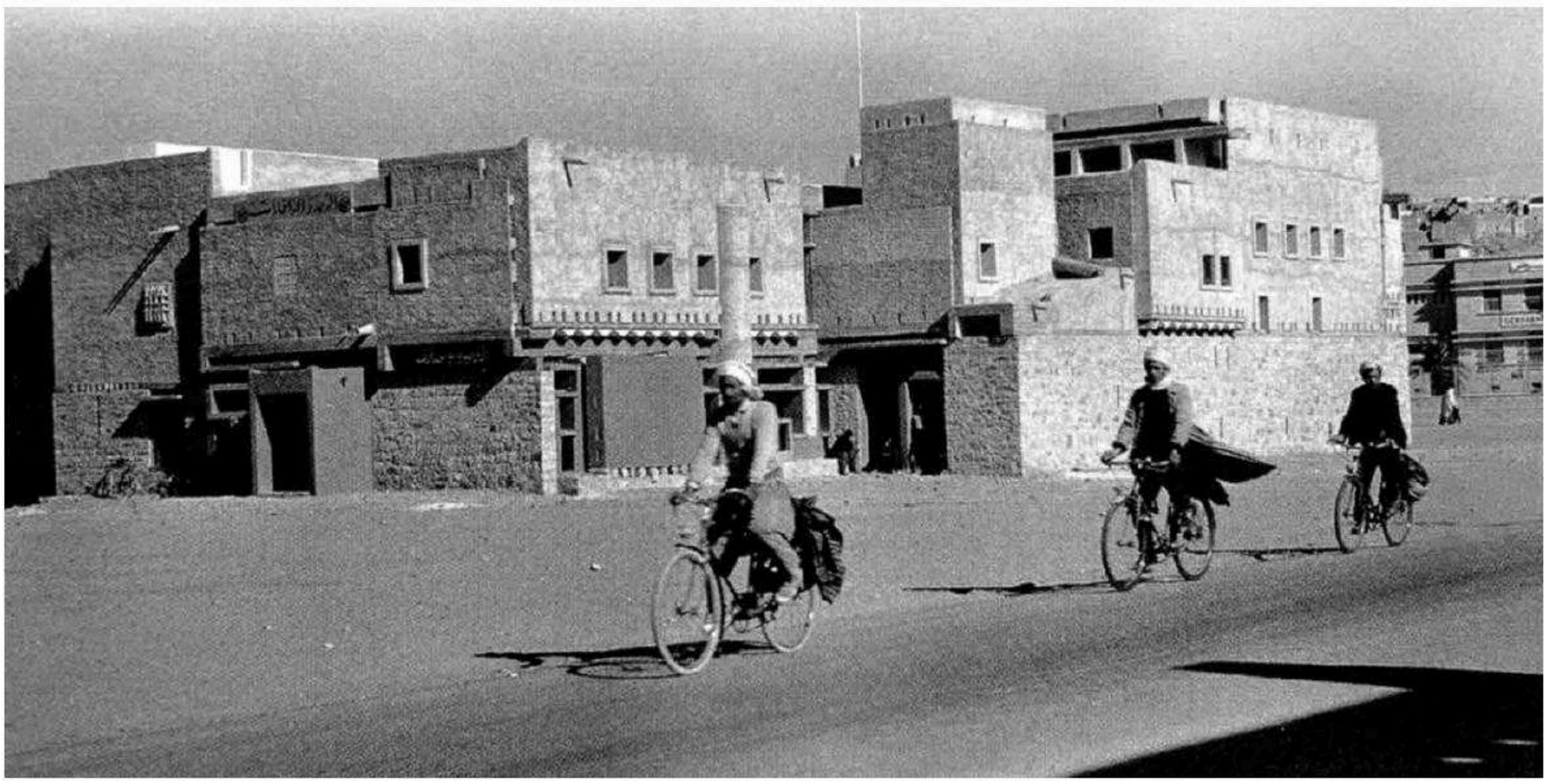


Photo 5-2. La poste de Ghardaïa, arch. A. Ravéreau

(16) FATHY Hassan, *Construire avec le peuple,* éditions Sindbad, Paris, 1970.

(17) RAVÉREAU André, *Le M'Zab, une leçon d'architecture,* éditions Sindbad, Paris, 1981.

(18) BAUDOUÏ Rémy, POTIÉ Philippe (dir.), *André Ravéreau, l'atelier du désert,* éditions Parenthèses, Marseille, 2003.

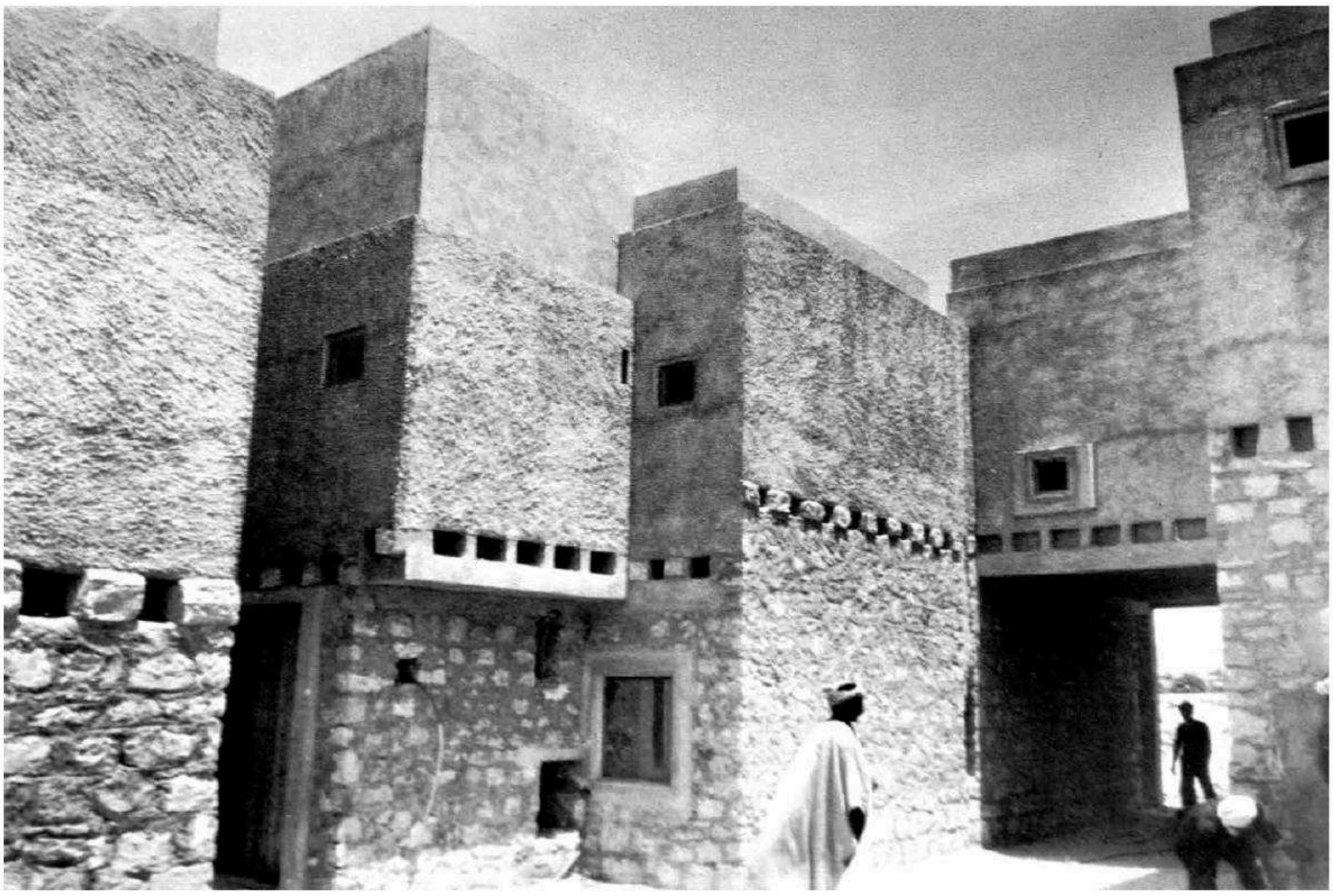


Photo 5-3. Logements de Sidi Abbaz à Ghardaïa, arch. A. Ravéreau

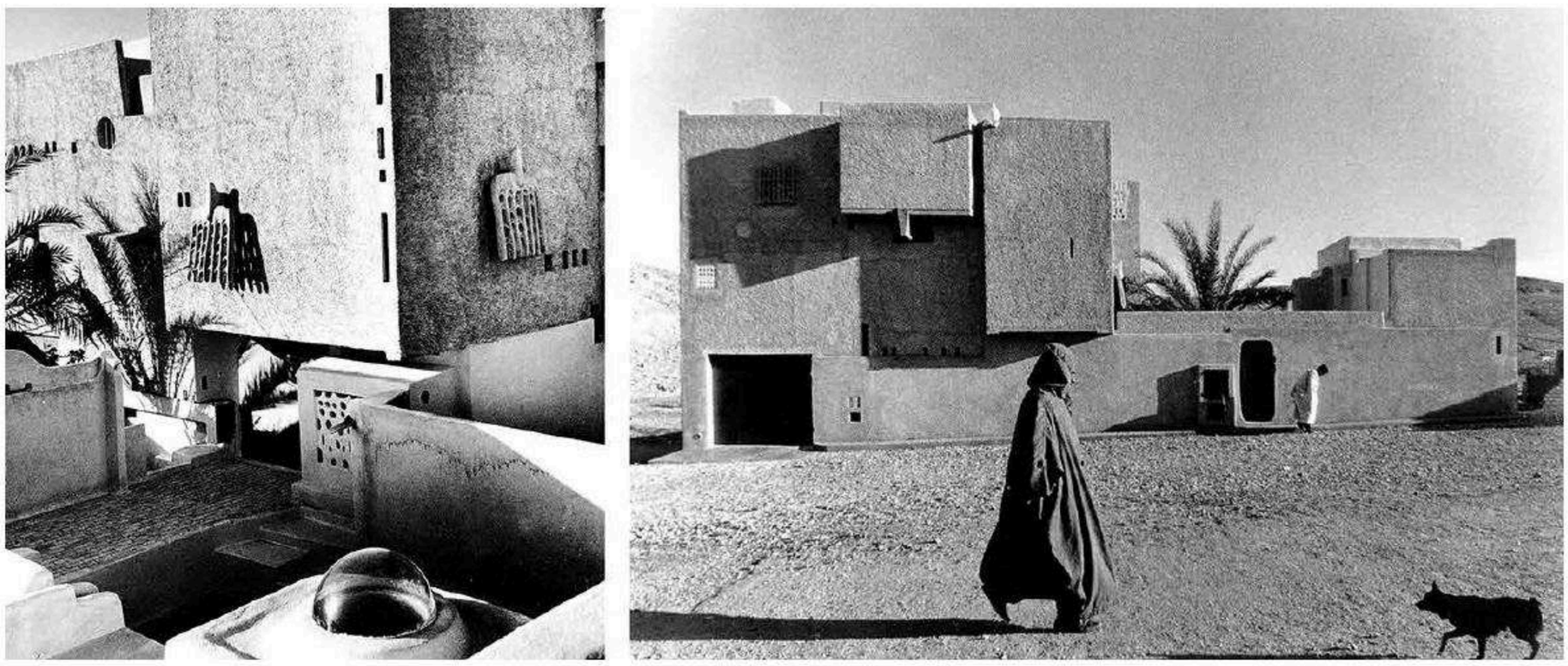


Photo 5-4. Maison M à Ghardaïa., arch. A. Ravéreau

André Ravérau eut constamment à cœur de transmettre en « révélant », soit dans les ateliers qu'il créa, soit dans les livres qu'il écrivit, dans une sorte de maïeutique grâce à laquelle chacun se rendrait finalement à l'« évidence ». Cette évidence, comme souvent, n'est que le fruit d'une longue quête, patiente, opiniâtre, ascétique même, et la partager demande une égale volonté. Sans doute étaient-ce un sentiment « religieux », dans le sens de « relier les Hommes entre eux et avec la nature », et un souci de bien-être qui animèrent André Ravéreau dans ses questionnements sur l'architecture.

En 1967, sur un terrain abrupt proche du Palais d'été et du carrefour Addis-Abeba, appelé « les terrasses de Mustapha », Ravéreau étudia un musée d'Art musulman qui devait exposer

CHAPITRE 6

Les premiers architectes algériens après l'indépendance : à la recherche d'une identité

La question du contenu idéologique et culturel à donner à l'architecture se pose à la nouvelle Algérie. Comme beaucoup de pays accédant à l'indépendance, la volonté des gouvernants de donner une image de modernité l'emporte souvent sur celle d'un retour aux traditions prises comme un frein au développement du pays neuf, et dont la colonisation a parfois effacé les traces. Cette quête entre tradition et modernité constitua le débat majeur pour l'Algérie, qui oscilla entre les deux.

Se démarquer de la période coloniale en recherchant des références dans l'architecture traditionnelle islamique vit son apogée avec l'architecte Abderhamane Bouchama et son projet d'Institut islamique d'Hussein-Dey (1972). Cette question se posa encore dans les années 1980, quand naquit un conflit entre les acteurs de la construction et l'État, notamment quand les choix constructifs traditionnels ne cadrèrent plus avec les choix technologiques au niveau national, ce que relevèrent les architectes Youcef et Boualem Lafer dans un article intitulé « Réflexions sur la pratique architecturale » paru dans la revue *Techniques et architecture* consacrée à l'Algérie(1).

Aux détracteurs de la situation de l'architecture en Algérie en 1980, Deluz objecta(2) qu'en 1962 l'enseignement de l'architecture était inexistant, que quelques boursiers étudiaient à l'étranger, que seulement deux architectes algériens étaient établis et que les premiers diplômés de l'École polytechnique d'architecture et d'urbanisme (EPAU) d'Alger étaient sortis en 1969 et ne deviendraient opérationnels qu'à partir de 1975. Durant cette période, l'architecture et l'urbanisme furent confiés à des architectes étrangers, dont beaucoup venus de la coopération ou avec des groupes de construction, et d'autres, des « grands noms » de l'architecture, appelés notamment sur d'importants programmes universitaires ; certains poursuivirent l'architecture souvent banale et impersonnelle du plan de Constantine, quand d'autres laissèrent une œuvre singulière et remarquable.

Dans les premiers temps de l'indépendance, deux architectes algériens marquèrent cependant le paysage architectural, suivis de quelques autres tout récemment diplômés.

---

(1) « Algérie », *Techniques et Architecture*, nº 329, février-mars 1980.

(2) *Ibid*.

Ali Lafer, architecte des monuments historiques et directeur de l'atelier de la Casbah

Ali Lafer fut un des premiers architectes diplômés de la section architecture de l'École des beaux-arts d'Alger, première promotion post-indépendance. Ces étudiants eurent comme professeur Jean-Jacques Deluz, lequel se souvenait de Karim Mechta, qui enseigna à Grenoble et de Ali Lafer, « qui fut un des architectes algériens conscient des valeurs de la tradition et de ses potentialités créatives »(3).

D'abord stagiaire du Centre international pour la conservation et la restauration des biens culturels de Rome, à son retour en Algérie Ali Lafer fut architecte des monuments historiques à la suite d'André Ravéreau en 1971 puis directeur de l'atelier de la Casbah. À côté de son activité d'architecte, Ali Lafer était artiste-peintre ; il participa à plusieurs expositions collectives en Algérie en 2008 et à l'étranger. Grâce à ses attributions administratives, notamment comme responsable du service des monuments historiques au ministère de la Culture, Lafer put engager la restauration du Bastion 23 ainsi que celle du fort Tamenfoust. Toujours au ministère de la Culture, alors directeur de l'atelier de la Casbah, installé au palais du Dey à Alger, il œuvra pour sa restauration. Parallèlement, il exerça comme architecte libéral en association avec un de ses frères également architecte (fig. 6-1).

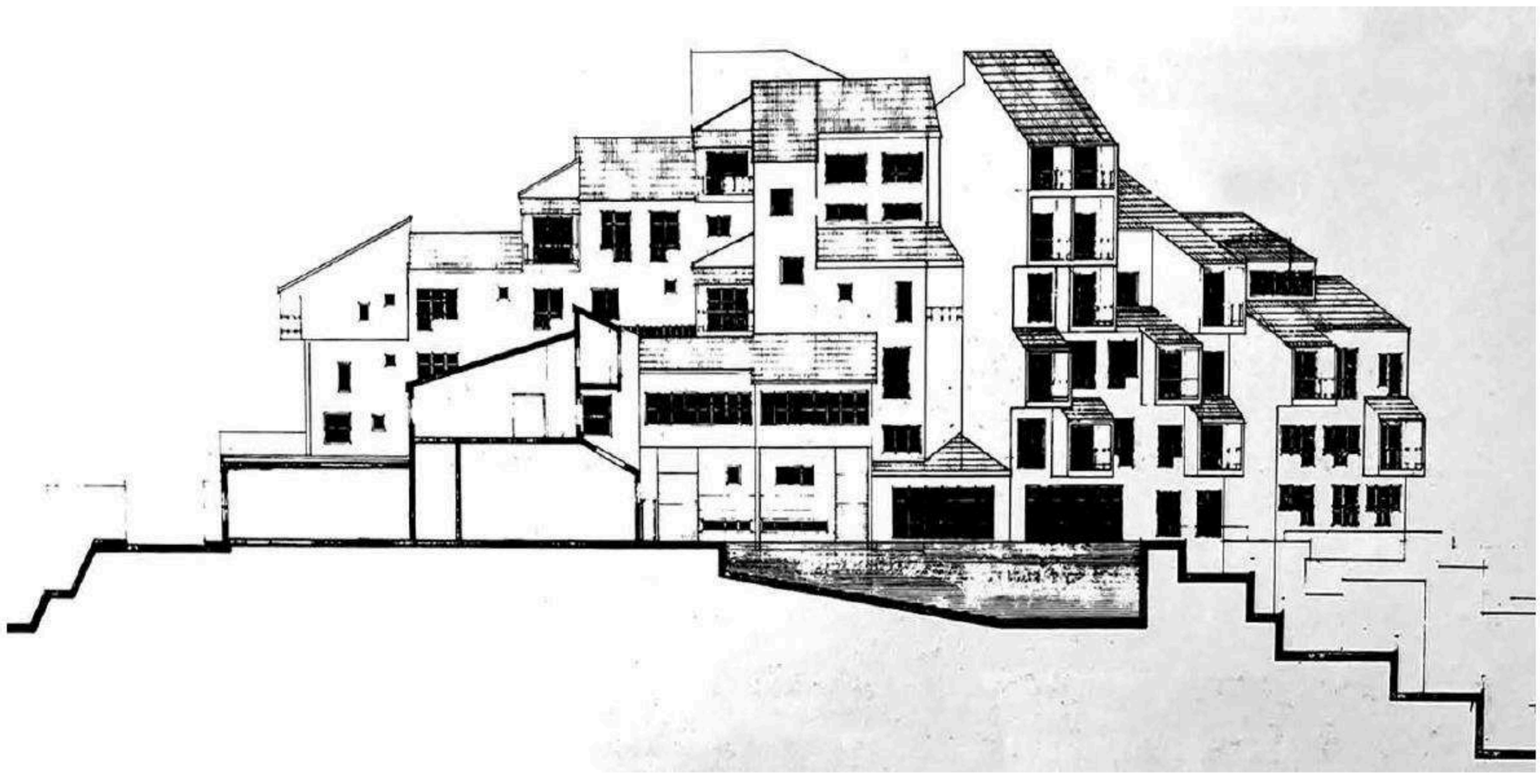


Fig. 6-1. Projet d'hôtel à Souk-Ahras, arch. A. et B. Lafer

En 1970, alors responsable du service des monuments historiques, il étudia le projet de l'écomusée de Bou-Saâda(4), dans lequel devaient être exposées des œuvres de Nassrredine Dinet(5). Le programme muséographique fut mis au point par Georges-Henri Rivière,

(3) DELUZ Jean-Jacques, *Alger, chronique urbaine,* éditions Bouchène, Paris, 2001, p. 147.

(4) Sur ce sujet, FERHATI Barkahoum, *Le Musée national Nasr Ed din Étienne Dinet de Bou-Saâda, une expérience avortée,* NAQD, 2003/1, nº 17, p. 73 à 96.

(5) Étienne Dinet (1861-1929), peintre français converti à l'islam, il adopta le prénom de Nasreddine. Il vécut une grande partie de sa vie en Algérie, notamment à Biskra puis à Bou-Saâda. Il fut l'initiateur de la création de la villa Abd-el-Tif à Alger pour accueillir des artistes sur le modèle de la villa Médicis à Rome.

Épilogue

Le terme « épilogue » nous a semblé bien convenir pour conclure cet ouvrage, si on se réfère à la définition qu'en donne le *Dictionnaire historique de la langue française* des éditions Le Robert, à savoir que « le mot s'emploie (début XX^{e} siècle) au sens figuré de "dénouement" (d'une affaire embrouillée) ».

Comme évoqué en introduction, on aurait pu écrire trois histoires de l'architecture en Algérie :
– celle d'avant 1830, elle-même composée de plusieurs histoires : celle de la préhistoire, puis celles berbère, romaine, phénicienne, arabe, ottomane ;
– puis celle d'avant 1962, soit plus de 130 années d'occupation coloniale française, dont les architectures collent aux différents courants de la métropole (haussmannien, Art nouveau, Art déco, mouvement moderne), mais se réfèrent également aux civilisations d'avant la conquête. Cette histoire commune à la France et à l'Algérie leur lègue un patrimoine commun dont l'étude et la sauvegarde peuvent leur bénéficier ;
– enfin celle d'après 1962 jusqu'à aujourd'hui, avec une architecture qui cherche une voie originale, enrichie des expériences des histoires précédentes, et qui s'efforce de répondre aux aspirations d'une société en pleine mutation, elle-même diversifiée.

C'est dire la complexité de la tâche des architectes de l'Algérie d'aujourd'hui, mais également dans tout le Maghreb, et certains exemples en Algérie, au Maroc ou en Tunisie montrent des voies possibles, en adéquation avec les moyens et les cultures des pays.

Aujourd'hui, la jeune génération d'architectes tente de faire le lien entre tradition et modernité, entre rejet ou réception, conservation ou destruction de son patrimoine architectural. Elle imagine son futur avec les nouveaux enjeux que suscitent les menaces du dérèglement climatique sur la planète. Le but de cet ouvrage était de décrypter ce passé afin de donner des pistes de recherches et d'analyses pour l'avenir.

Les besoins pressants de constructions pour loger, éduquer, travailler, se divertir ne peuvent excuser une architecture indigente ; un architecte comme Roland Simounet a fait la démonstration qu'une architecture sociale de qualité est possible. « C'est l'imbécillité des hommes et l'incurie des responsables qui font croire que la beauté est un luxe dont le peuple doit être privé ! » s'insurgeait Abdenour Djellouli, disparu en 2007, quand il lui était reproché d'être un « architecte du luxe »[(1)].

La morale de cette Histoire de près de deux siècles ? C'est qu'il n'y a pas de morale dans l'Histoire humaine, ni dans celle qui décrit son art de l'architecture. L'Histoire n'est pas une fable, nulle morale ne peut en être extraite, tout juste l'Homme peut-il en tirer des enseignements…

(1) CHAFIK MESBAH Mohamed, « Adieu l'ami, Djellouli Abdennour, un architecte de talent et un homme de cœur nous quitte », article dans *Le Soir d'Algérie*, 11 janvier 2007.

L'architecture en Algérie
de 1830 à nos jours

Cet ouvrage, richement illustré, présente l'évolution historique des lieux, des édifices et des acteurs de l'architecture et de l'urbanisme en Algérie de 1830, fin de l'hégémonie ottomane au Maghreb, à l'aube du XXIe siècle, dans un pays ayant recouvré son indépendance depuis un demi-siècle. Il met en lumière la créativité des réalisations, les expérimentations techniques et l'importance de l'héritage matériel et culturel. Le but de ce livre est de décrypter ce passé afin de donner des pistes de recherches et d'analyses pour l'avenir.

S'articulant autour de 1962, date de l'indépendance, l'ouvrage est rythmé par décennies. Ainsi, il met en évidence :
– l'importation du modèle européen dans les villes, où l'architecture locale fut parfois malmenée ;
– à la charnière des XIXe et XXe siècles, avec la frénésie pour les expositions universelles et coloniales, le goût pour l'orientalisme qui permit le sauvetage de quelques édifices ou ensembles urbains ;
– durant les années 1930, la construction dopée par la célébration du centenaire de la conquête de l'Algérie et influencée par l'Art déco en vogue ;
– après-guerre, l'émancipation de l'Algérie, qui devint un terrain d'expérimentation fabuleux pour les nouveautés architecturales et constructives du Mouvement moderne ;
– à l'indépendance, l'édification de quelques projets importants confiés à des architectes internationalement reconnus, comme le brésilien Oscar Niemeyer, puis l'intégration des premiers architectes algériens dans les ministères, les administrations ou les organismes étatiques, permettant des réalisations parfois inspirées de l'architecture ottomane ;
– depuis les années 1990, le virage libéral de l'État algérien, qui impacte le statut des architectes qui, toujours plus nombreux, ouvrent des agences privées dans les grandes villes.

L'ouvrage met ainsi en évidence de nombreuses réalisations architecturales remarquables, pas seulement celles des principales villes d'Algérie que sont Alger, Oran et Constantine, mais de tout son territoire, comme à Orléansville (Chlef), Ghardaïa.

Ce livre, véritable voyage dans l'histoire de l'architecture, constitue une référence pour les architectes et tous les curieux désireux de prendre conscience des efforts de l'administration algérienne et des architectes, algériens et étrangers, pour dépasser les empreintes du colonialisme et écrire une architecture ayant sa propre identité.

SOMMAIRE

Partie 1. L'architecture avant l'indépendance, de 1830 à 1962
1. Les débuts de la colonisation et le modèle métropolitain (décennies 1830-1860) : exportation des certitudes de la civilisation occidentale.
2. L'orientalisme et l'ère Jonnart (décennies 1870-1910) : l'Algérie théâtre d'un orientalisme en vogue.
3. L'Art déco, influence de Perret et plan Obus de Le Corbusier (décennies 1920-1940) : ouverture de vastes champs d'expérience aux novateurs.
4. Apports interactifs du Mouvement moderne et de la Méditerranée (décennies 1950-1960) : enrichissement mutuel des cultures dans un climat de violence.

Partie 2. L'architecture après l'indépendance, de 1962 à nos jours
5. Les architectes de la transition : rester ou venir pour édifier l'Algérie nouvelle.
6. Les premiers architectes algériens après l'indépendance : à la recherche d'une identité.
7. Les grands programmes de l'État socialiste : éduquer la jeunesse et loger les masses laborieuses.
8. Les architectes « stars » : un débat manqué sur la construction d'une identité algérienne.
9. Agences publiques d'architecture et d'urbanisme, coopération : une mainmise de l'État sur l'architecture.
10. L'architecture aujourd'hui : désillusion et renouveau, héritage et usage.

Vincent Bertaud du Chazaud est architecte diplômé de l'École nationale supérieure des arts et industries de Strasbourg (ENSAIS) et docteur en histoire de l'art de l'Université Paris 1-Panthéon-Sorbonne. Depuis décembre 2005 il est expert près la Cour d'appel de Paris et près les Cours administratives d'appel de Paris et de Versailles. Il a publié de nombreux ouvrages dont *Jean Prouvé. Cinq maisons sur mesure* (Éditions Le Moniteur, 2020).

Soraya Bertaud du Chazaud est diplômée d'un master 2 en histoire de l'art de l'Université Paris 1-Panthéon-Sorbonne. Depuis 2013, elle est chargée des études historiques dans l'agence d'architecture Pierre-Antoine Gatier.

ISBN 978-2-281-14688-2

EDITIONS LE MONITEUR